

ROUGE

Renault
La provocation
patronale
(pages 6, 7)

QUI PROVOQUE LES ATTENTATS ?



Qui provoque

Karachi, Istanbul, Paris, c'est de nouveau l'escalade du terrorisme. Mais il serait trop facile de n'y voir que l'expression d'un fanatisme aveugle. Les responsables ne sont pas forcément ceux qu'on croit.

□ Nous voilà donc replongés dans l'engrenage infernal ! Par leur concordance dans le temps et les connexions probables entre leurs auteurs, la prise d'otages de Karachi, comme les attentats d'Istanbul et Paris, engendrent une psychose internationale, dont la France offre l'exemple le plus éloquent. L'un des effets de ce climat, c'est que tout devient encore plus obscur que par le passé. Pour qui travaillent les « terroristes » ? De quelles causes se revendiquent-ils ? Quels marchandages et quels Etats se trouvent précisément derrière la nouvelle escalade ? Nul ne le sait, à l'exception sans doute des chancelleries qui disposent des données dont les peuples, eux, sont dépossédés. Secrets d'Etat obligent !

Que dire, dans ces conditions, des récents attentats, sinon qu'ils soulèvent réprobation et dégoût ? Dirigés indistinctement contre des populations innocentes, ils ne peuvent se revendiquer d'aucun mobile progressiste. De quels méfaits étaient bien responsables les occupants du vol 073 Bombay-New-York ? De quels crimes s'étaient rendus coupables les fidèles de la synagogue Néve Shalom d'Istanbul ? Dans quel conflit se trouvaient impliquées les victimes du bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris ? La réponse vient d'elle-même et condamne sans appel le crescendo terroriste actuel. Rien ne saurait justifier, qu'au nom d'on ne sait quelle responsabilité collective, des citadins ou des voyageurs se trouvent condamnés à expier les politiques de gouvernements sur lesquels ils n'ont pratiquement aucune prise.

Il fallait s'y attendre, cette nouvelle offensive terroriste constitue une aubaine pour tous les manipulateurs d'opinions. Emportés par leurs délires, certains éditorialistes en viennent même à ressusciter la vieille théorie du chef d'orchestre clan-

destin qui chercherait à déstabiliser « les sociétés démocratiques ». Il est pourtant prouvé par les enquêtes policières que les poseurs de bombes appartiennent à une constellation de réseaux, dont les origines sont multiples et dont les sigles disparaissent aussi vite que leurs alliances varient.

Si la thèse du « complot » resurgit avec autant de vigueur, c'est qu'elle permet d'étayer tous

les amalgames. Au nom d'une menace abusivement assimilée à une sorte de troisième guerre mondiale, on mêle dans une identique réprobation les actes odieux de groupuscules coupés de toute réalité nationale ou sociale et le combat des peuples pour la liberté et la justice. C'est oublier un peu rapidement que les opprimés n'ont souvent d'autres possibilités de se faire entendre, de défendre leurs droits,

que de retourner contre les nantis la violence à laquelle ils sont quotidiennement assujettis. De ce point de vue, qu'ont en commun les derniers attentats avec la lutte des Noirs d'Afrique du Sud pour mettre bas l'apartheid ? Qui peut nier la légitimité des actions armées du Front patriotique Manuel Rodriguez pour se débarrasser de Pinochet ? Qui peut contester aux nationalistes irlandais ou aux fedayins palestiniens

le droit de prendre les armes sur leur sol, alors qu'ils sont, depuis des décennies, les victimes d'un véritable déni de justice ?

Plutôt que de s'employer, à l'instar de Reagan, à discréditer les luttes de libération, nos commentateurs feraient mieux de s'interroger sur les racines de la présente flambée. Force leur serait alors de constater que les pirates de l'air et les poseurs de bombes qui défraient la chronique depuis des années viennent du Moyen-Orient. Et qu'ils reflètent le pourrissement d'une situation.

Rien ne saurait justifier que des innocents paient pour la politique de gouvernements sur lesquels ils n'ont aucune prise.

Dès le début du siècle, les métropoles impérialistes saisirent l'importance économique et stratégique de ce vaste ensemble qui s'étend autour du golfe arabo-Persique, de la péninsule arabique aux plateaux iraniens. C'est pourquoi leurs interventions s'y succédèrent, débouchant sur la constitution de minuscules entités ainsi que de l'Etat d'Israël conçu comme le gendarme de la région. Dans le même temps, étaient niés les droits les plus fondamentaux de peuples entiers — comme les Palestiniens ou les Kurdes — et de certaines minorités, tels les musulmans chiites. De là naquit une instabilité permanente que la chute du Shah d'Iran et la réduction des profits pétroliers, sous les effets de la crise, ont encore accrue ces dernières années. On voit donc à présent les tensions sociales s'exacerber tandis que



les attentats ?

► les disparités économiques et les ambitions des oligarchies locales provoquent l'éclatement de conflits meurtriers, comme celui qui oppose l'Iran à l'Irak.

Terrorisme des petits groupes et terrorisme d'Etat s'alimentent. Ainsi naît une stratégie mondiale de la prise d'otages.

Cette décomposition ne trouve, pour l'heure, aucune solution politique. Le nationalisme arabe a échoué dans ses prétentions à s'opposer à l'impérialisme et à reconquérir la Palestine. Vaincue militairement à Beyrouth, en 1982, la résistance palestinienne subit un terrible processus de dislocation. Et les interventions militaires à répétition d'Israël et des puissances occidentales ne font qu'accumuler les matières explosives. Voilà qui explique que les aspirations nationales de certains peuples se voient aujourd'hui canalisées par un intégrisme islamiste, encouragé par Téhéran et alimenté par le réveil de la puissante communauté chiite du Liban. Parallèlement, la crise de l'OLP conduit des centaines de combattants au désespoir et à la formation de commandos-suicide. Une situation qui favorise, au bout du compte, toutes les manipulations. Ainsi, le terrorisme devient une arme aux mains de certains Etats qui entendent négocier, avec les capitales occidentales, un nouvel équilibre régional. Véritable complément de la diplomatie, il ne fait au fond, à son échelle, que retourner contre ses initiateurs, les méthodes coercitives chères à l'impérialisme.

Si la France est devenue l'une des principales cibles de ce terrorisme — avec les Etats-Unis et Israël — c'est qu'elle n'a cessé de chercher à faire prévaloir ses intérêts au Moyen-Orient. Depuis l'époque où ses capitaux trouvaient asile à Beyrouth, notre impérialisme s'est constamment efforcé d'y étendre son influence. Au point qu'à la fin des années soixante-dix, 79 % de ses exportations d'armements lui étaient destinées. Sous la gauche comme sous la droite, du soutien militaire à l'Irak à l'envoi de troupes au Liban pour tenter d'y préserver le *statu quo*, Paris s'est lentement enlaidi dans un conflit sans issue avec les intégristes chiites. En voulant consolider ses positions, elle a contrecarré les projets régionaux de diverses capitales moyen-orientales, à commencer par Téhéran, Damas et Tripoli. Elle en récolte à pré-

sent les fruits, avec la détention de plusieurs de ses ressortissants par le Jihad islamique, les embuscades à répétition dont sont l'objet les troupes françaises de la FINUL et les attentats à l'intérieur de l'Hexagone.

Hélas, ce ne sont pas les gouvernants, mais les citoyens qui en pâtissent. Tel est en fait l'aboutissement d'un processus qui voit se développer, à l'échelle mondiale, une véritable stratégie de la prise d'otages. Sept Français attendent désespérément au Liban — certains depuis un an — que Paris, Téhéran et Damas aient trouvé les bases d'un *modus vivendi* portant tout à la fois sur le contentieux économique franco-iranien, la présence des Casques bleus au Liban et la libération de terroristes détenus sur le sol français. Les peuples arabes se trouvent simultanément pris en otage par Israël et les Etats-Unis qui les menacent de représailles aussi aveugles que les derniers attentats. Les bombardement de la chasse sioniste contre un camp palestinien de Syrie vient d'en fournir une nouvelle illustration, en ne faisant d'autres victimes que des femmes et des enfants. Enfin, la population de l'Hexagone se retrouve prise en tenaille entre les menaces du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes (CSPPA) et la politique sécuritaire du gouvernement Chirac, qui profite du climat créé pour intensifier le quadrillage policier du territoire.

Terrorisme des petits groupes et terrorisme d'Etat s'alimentent

Bruits de bottes...

Une nouvelle fois, les attentats aveugles servent de prétexte au déchaînement d'une campagne d'autant plus hystérique qu'elle est encouragée par un climat d'union nationale. « *C'est la guerre* », nous explique froidement Jacques Chirac, tandis que Philippe Tesson, l'éditorialiste du *Quotidien de Paris*, se dit déjà disposé à accepter l'état de siège : « *A la guerre subversive qui nous est déclarée, c'est une guerre physique que nous devons opposer, avec des moyens radicaux, quel qu'en soit le risque pour notre confort matériel, intellectuel et moral.* »

Ces délires pourraient faire sourire. Ils doivent inquiéter. Car ils prouvent que les gouvernants font flèche de tout bois pour imposer ce qu'ils avaient jusqu'alors tant de mal à faire accepter : la réduction des libertés individuelles, la criminalisation des activités de solidarité aux peuples du tiers monde, la transformation en suspects potentiels de tous ceux qui ont le malheur d'être

basanés.

Outre son caractère intolérable, cette politique ne mettra même pas un coup d'arrêt au terrorisme. Le renforcement de la présence policière dans la capitale n'a ainsi nullement empêché le plasticage de l'Hôtel de Ville de Paris. Imprévisible par définition, ce type d'action se perpétuera tant que durera le bras de fer opposant Paris à divers pays et mouvements proche-orientaux.

Au centre de l'épreuve de force, se marchande sans doute la libération conjointe des sept otages français du Liban et de trois personnages emprisonnés en France : Georges Ibrahim Abdallah, le chef présumé des FARL, Waroudjan Karbidjan, un Arménien impliqué dans l'attentat sanglant d'Orly et Anis Naccache, le leader du commando qui tenta d'assassiner l'ancien Premier ministre du Shah. Si telle est la condition pour mettre un terme à l'escalade en cours, rien ne saurait s'opposer à cet échange.

Toute autre attitude reviendrait non seulement à sacrifier délibérément les otages du Liban, mais aussi à laisser se poursuivre une campagne d'attentats dont, en fin de compte, seuls des citoyens innocents font les frais.

On nous dira certainement que c'est là céder au chantage. Telle est en particulier l'argumentation de Washington pour s'opposer à l'élargissement des trois hommes revendiqués par le CSPPA. Mais ont-ils leur mot à dire, ceux qui se taisent devant la terreur d'Etat pratiquée par Pinochet au Chili, ou devant les raids israéliens contre des camps abritant des femmes et des enfants palestiniens ? Ont-ils condamné l'exécution, par Pretoria, de trois militants anti-apartheid ? Non, car ils n'approuvent le chantage qu'émanant des capitales occidentales ou de leurs alliés. Qu'ils s'abstiennent donc de donner à présent des leçons de morale.

Christian Picquet

donc l'un l'autre. Pour le plus grand malheur des exploités de la planète. Pour ces derniers, il

s'avère une fois de plus que l'unique solution réside dans une coopération fraternelle contre un

même ennemi : l'impérialisme et tous ses sous-produits.

Christian Picquet

Dire n'importe quoi...

En écoutant Chirac, on se croirait à l'aube de la troisième guerre mondiale. Une façon comme une autre de banaliser les vraies guerres.

□ « *C'est la guerre !* » En un soir, ces mots ont fait le tour des salles de rédaction, sur les ondes et dans les journaux. Jacques Chirac n'a, il est vrai, jamais été étouffé par le sens de la mesure. La guerre ? Il faudrait tout de même un minimum raison garder.

Utiliser ce mot à tout va dénote un réel cynisme. Partons du plus tristement banal. Pour un « occidental », la guerre c'est « la dernière » et elle remonte à un peu plus de quarante ans. Des millions de morts, une Europe ravagée de l'Atlantique à l'Oural, de la mer du Nord à la Méditerranée. La barbarie prenait alors le visage des camps. Ceux dans lesquels le III^e Reich gazait hommes, femmes et enfants, parce qu'ils étaient juifs, tziganes, etc.

C'était effectivement la guerre.

On peut aussi parler de guerre à propos du Vietnam, ou de l'Algérie. Deux conflits dans lesquels la France s'est particulièrement distinguée. La guerre d'Algérie fit environ un million de morts du côté algérien. Le chiffre exact n'a jamais été avoué, officiellement, de ce côté de la Méditerranée. Reste qu'il y a un peu plus de vingt ans, des dizaines de milliers de soldats du contingent, envoyer pour « casser du fellagha¹ », se révoltèrent contre cette guerre-là.

Tout ce que l'Hexagone compte aujourd'hui d'admirateurs de Le Pen aurait par contre à l'époque applaudi des deux mains les exploits des généraux factieux d'Alger, des légionnaires et des paras², des troupes de

l'OAS ou autres spécialistes de la gégène.

En métropole, cette guerre s'appelait Charonne. Les forces de l'ordre — qui avaient déjà brillé sous l'Occupation...³ — n'y étaient pas pour rien. C'était la guerre. La sale guerre.

Il est absurde et coupable de désigner d'un même mot ces guerres-là et les victimes du terrorisme suicidaire de groupes difficilement identifiables.

C'est la marque d'un cynisme profond vis-à-vis des millions de morts des conflits passés. Comme d'ailleurs de ceux en cours ! Eh oui, en cours. Car l'Armistice de 1945 entre les pays occidentaux n'a jamais effacé la guerre de la planète. Celle-ci a simplement changé de lieu. Elle s'est déplacée vers ces colonies, qui durent livrer un

combat sans merci pour conquérir leur indépendance, à l'égard des métropoles, des « *démocraties industrielles* » comme les appelle maintenant Jacques Chirac.

Quant à la guerre du Moyen-Orient, c'est l'Occident en personne qui a planté les racines d'un conflit qui dure depuis plus de quarante ans et met aux prises Israël et le peuple palestinien. La création de l'Etat sioniste et l'expulsion simultanée de leurs terres des habitants palestiniens est aussi, en effet, le produit des politiques antisémites des Etats occidentaux. Politiques antisémites qui battirent tous les records d'horreur lors de la Deuxième Guerre mondiale. Souvenons-nous du ghetto de Varsovie, du camp d'Auschwitz et du Vel-d'Hiv...

Les démocraties occidentales ont contribué — et comment — à exporter le problème de l'autre côté de la Méditerranée. Avec en prime une guerre ! Elles en reçoivent aujourd'hui quelques éclats. Il est tout de même difficile de s'en étonner.

La guerre d'aujourd'hui, c'est aussi la guerre du Golfe, le massacre Iran-Irak. Et dans ce cas, la France défend des intérêts de marchand d'armes. Elle figure parmi les principaux fournisseurs de l'Irak. Notre pays est le troisième fournisseur d'armes de la planète ! Et même le premier si l'on compare le nombre d'armes vendues au nombre d'habitants. Le poids du lobby militaire français est de taille dans les choix politiques de l'Hexagone. Jacques Chirac, qui fut aussi le protégé de Marcel Dassault, est un des mieux placés pour le savoir.

La gauche, elle, devait appliquer « une stratégie pour le désarmement⁴ »... Elle s'en est vite détournée pour adopter une politique des plus réalistes, dans la continuité des gouvernements de droite qui l'avaient précédée. Le général Jacques Mitterrand, frère de François et président de la SNIAS (qui fabrique l'Airbus mais aussi l'Exocet), fut, paraît-il, l'un des premiers à en expliquer les contraintes au président de la République élu le 10 mai¹. Selon nos stratèges, il est décisif d'exporter des engins de mort, faute de quoi la France ne pourrait entretenir ses propres industries d'armement et devrait, du même coup, s'approvisionner auprès de l'un des deux grands... La gauche, Hernu en tête, n'eut guère de mal à se laisser convaincre.

Mais cette politique et ce commerce se paient. Par des

Le consensus impossible

« OLP assassins, Israël vivra, Israël vaincra », le cortège du Renouveau juif, qui entoure les personnalités, Michel Rocard, Jean Tiberi, adjoint de Jacques Chirac, et Françoise Castro, épouse de Laurent Fabius, est clair et net. Il s'agit de faire de la manifestation, appelée le 9 septembre pour protester contre l'attentat de la veille, une manifestation proisioniste et antipalestinienne. Avant tout.

Les rangs des manifestants du MRAP ou de la CFDT-PTT région parisienne ont un certain mal à trouver leur place...

Le cortège de SOS-Racisme est, lui, visiblement directement visé par les mots d'ordre de Renouveau juif ou

de la LICRA. « Toulon, gare de Lyon, même station », scandent les manifestants de SOS-Racisme. Ils ont choisi de mettre sur le même plan le terrorisme des « fachos » toulonnais qui font sauter des cafés maghrébins et celui des plastiqueurs du métro parisien.

Mais la guerre des slogans lancée par le Renouveau juif a déplacé la question sur un tout autre terrain... Dangereux dans ces cas-là pour un antiraciste de porter, dans la manifestation, l'écharpe symbole de la cause palestinienne. La presse parlera, malgré tout, d'une manifestation de consensus contre le terrorisme. Il faut avoir vu la réalité avec de sacrées lunettes !

« Le terrorisme c'est la guerre », déclare le tract du Renouveau juif. « Les pays libres doivent se mobiliser et nos gouvernants tous ensemble, déclencher la contre-offensive. » Après avoir désigné l'OLP comme première cible, le reste va de soi ! L'union nationale contre le terrorisme que réclament Jacques Chirac et François Mitterrand est toujours un jeu de dupes.

Impossible pour tous ceux qui respectent les droits du peuple palestinien de souscrire à de telles déclarations de guerre. Impossible de faire quelque unité que ce soit avec ceux qui les prononcent ! Impossible donc de participer à des manifestations comme celle du 9 septembre.

P.-M. B.



morts et des menaces de mort, dans les couloirs du métro, au bureau de poste de la Ville de Paris.

Non, monsieur Chirac, la France n'est pas en guerre ! En bonne « démocratie industrielle », elle se livre par contre au commerce de la guerre. C'est autre chose !

Mais cette politique-là ne peut que faire des ravages. *A fortiori*, dans un monde où la crise accroît sans cesse le fossé qui sépare les pays pauvres, croûlant sous leurs dettes, des pays riches industrialisés, des « démocraties industrielles ».

Il y a chaque année autant de millions de morts sur le globe

qu'il y en eut, en cinq ans, au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Il meurent de faim. Dans ces pays justement qui ne sont pas prêts d'être admis au rang des pays « développés ».

Ce sont aussi ces morts et cette misère qui font naître, sans répit, les terrorismes et les fanatismes pour lesquels tout ce qui est occidental porte une part de responsabilité dans le dénuement organisé et entretenu de leurs peuples⁶.

Complicité sinistre : les auteurs supposés de l'attentat lundi 8 septembre viennent de répondre à Chirac : « Oui nous sommes en guerre. » Justifiant ainsi, à l'avance, tous les errements

politiques futurs de nos marchands de canons.

Michel Morel

1. Ou « du bougnoule », expressions racistes toujours à l'honneur.
2. Les militants de base de SOS-France à Toulon par exemple...
3. Plusieurs milliers de manifestants algériens furent massacrés à Paris en octobre 1961. En février 1962, ce fut Charonne. Sous l'Occupation, des dizaines de milliers de Juifs étaient rassemblés au Vel-d'Hiv, à destination des camps de la mort...
4. Titre d'un article de François Mitterrand paru dans *le Monde* en décembre 1977.
5. Enquête du *Nouvel Observateur*, juin 1983.
6. Selon les dernières estimations de la Food and Agriculture Organisation (FAO), il y a largement de quoi nourrir tout le monde sur la planète.



5 SEPTEMBRE

Le prince du secret



Un grand moment de télévision. On ne peut parler en d'autres termes de la prestation d'Alexandre de Marenches à « Apostrophes ». Pour la première fois, celui qui présida aux destinées des services secrets du 6 novembre 1970 au 12 juin 1981 se trouve projeté sous les feux de la rampe. A l'évidence, son livre, *Dans le secret des princes*, sera un best-seller de cette rentrée.

Ce genre de littérature fourmille en général d'informations permettant une meilleure approche d'un univers inconnu. De Marenches est, de ce point de vue, le prototype de la caste très fermée des « commis de l'Etat ». Grand bourgeois ayant reçu nom et fortune en héritage, il traite les problèmes de géopolitique avec la morgue propre à ses origines aristocratiques. Mais quand il qualifie une décision de « convenable » ou « pas convenable », c'est pour évoquer une déontologie bien particulière. Que le service de l'Etat implique coups tordus, liquidations et autres opérations « que la morale réprouve », l'ex-patron du SDECE ne le dissimule pas.

Au fil des pages, de Marenches laisse ainsi filtrer ce qui constitue la réalité du pouvoir de la grande bourgeoisie. Un seul exemple en fait foi, mais il est de taille. L'ouvrage révèle que les dix tonnes d'archives de la Gestapo et de l'Abwehr ont livré « des personnalités ayant pignon sur rue, qui avaient été, ou le prétendaient, des résistants ou de bons patriotes. En réalité, ils émargeaient aux services allemands. Ils signaient même les reçus des deniers de la trahison ».

Ces gens-là, comme bien d'autres d'ailleurs, emporteront leur secret, avec les honneurs de la République. De Marenches ne les trahira pas, car il dit exactement ce qu'il a envie de dire. C'est le propre de ce système que de permettre à de tels hommes de se retrancher derrière le « secret défense » et de refuser à la masse des citoyens le droit d'être informés. Eclairant implicitement son pouvoir grâce à de telles anecdotes, notre homme, qui continue à exercer ses lucratives activités, veut sans doute se rappeler au bon souvenir de ses « amis ».

7 SEPTEMBRE

Politique de l'esbrouffe



Com-mu-ni-quer. Tel est, paraît-il, le leitmotiv de nos politiciens. Dans ce petit cercle, il s'avère aujourd'hui de bon ton de fustiger les programmes. Barre était jusque-là le seul à le faire crûment. Il se retrouve en l'excellente compagnie de Michel Rocard. « Les promesses, vient d'affirmer celui-ci devant les jeunes des clubs Forum, on sait ce que cela donne. » Et d'ajouter que « l'art de gouverner ressemble fort à l'art de naviguer. Demander à un homme politique l'ensemble des mesures qu'il prendra, c'est demander à un marin de décrire par avance sa traversée ».

Aboutissement sinistre d'une dérive. Celui qui bâtit sa carrière en se revendiquant de l'autogestion en vient à présent à glorifier la pratique du chèque en blanc. C'est à des évolutions de cette nature qu'on mesure le mieux les conséquences de la présidentialisation constante du régime. Quand il ne s'agit plus de mettre en compétition des partis représentant des intérêts sociaux spécifiques, mais des hommes censés s'élever au-dessus de la mêlée dès leur élection acquise, point n'est en effet besoin de recourir à la confrontation des propositions.

Tout cela débouche potentiellement sur une société de la politique-spectacle, dans laquelle le véritable pouvoir glisse progressivement aux mains d'insti-

tuts de sondages en tout genre. Une société où l'on ose lancer un homme politique comme une marque de savonnette, où il faut payer cher pour façonner son look, travailler son regard et modeler le timbre de sa voix. Au bout du compte, c'est toutefois la « classe politique » qui pourrait bien en payer le prix.

Car la toute-puissance actuelle des conseillers en communication ne fait que refléter la faillite générale des projets des grandes formations, dans une conjoncture où les travailleurs ne retrouvent pas encore le chemin de l'action directe. Mais un jeu trop étranger aux préoccupations quotidiennes du plus grand nombre suscitera, tôt ou tard, un rejet massif. C'est dire l'importance d'une bataille opiniâtre pour rendre force et crédit à un projet socialiste.

10 SEPTEMBRE

L'année de tous les dangers ?



A chacun son paratonnerre. Celui de Jacques Chirac se nomme Balladur. Dans la perspective de la présidentielle dont l'échéance se rapproche, confronté aux soubresauts de sa majorité, le Premier ministre veut éviter de subir l'usure de la gestion quotidienne. Il laisse donc à son ministre de l'Economie le soin de prendre les coups pour son compte. Ce qui explique l'incroyable orchestration à laquelle a donné lieu le passage de ce dernier à « L'heure de vérité » d'Antenne 2.

Balladur peut-il s'acquitter de cette tâche ? Rien n'est moins sûr. Certes, aux yeux de la classe dominante et de l'électorat réactionnaire, il dispose d'incontestables atouts. Artisan de la privatisation, de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, du passage de l'avoir fiscal à 61 %, il concocte maintenant un budget dont les nantis ne peuvent que se féliciter. Qu'on en juge. Les cent trente mille foyers les plus riches auront droit à huit milliards de francs d'allègements, soit autant que les vingt-quatre millions restant. De surcroît, diverses taxes indirectes viendront s'ajouter aux prélèvements opérés pour combler le prétendu déficit de la Sécurité sociale, atteignant durement les foyers les plus modestes.

Reste qu'en cette période de marasme économique, il ne suffit pas de donner aux riches pour faire redémarrer la machine. Les derniers chiffres connus l'attestent. Ils montrent parfaitement que l'investissement productif continue à stagner, tandis que l'industrie française perd des parts de marché. Les experts s'attendent ainsi à ce que les échanges de produits industriels n'atteignent que soixante-quinze milliards de francs, contre cent trois voilà deux ans.

Et les nuages s'amoncellent. Sur les marchés financiers, nombre d'experts affirment craindre une reprise de l'inflation. Se fondant sur le déficit commercial américain pour le mois de juillet — dix-huit milliards de dollars — ils constatent que la baisse du billet vert n'a pas permis d'améliorer la compétitivité des firmes d'outre-Atlantique. Le monde capitaliste se prépare donc à vivre avec un déséquilibre record, évalué à deux cents milliards de dollars, de la balance commerciale américaine. Il voit du même coup se réunir les conditions d'une épreuve majeure pour le dollar. Ce qui ne peut que rejaillir sur les pays européens. Dans ces conditions, la mission impartie à Balladur relève de l'impossible.

Christian Picquet

SYNDICALISTES ET OTAGES

Patrick Schweizer, délégué CGT et militant de la LCR, est l'un des douze syndicalistes menacés de licenciement. Nous l'avons rencontré.

□ Fermeture de Billancourt, licenciements secs frappant notamment des délégués du personnel ; à ton avis, comment en est-on arrivé là ?

Patrick Schweizer — Billancourt représente toujours une grosse épine dans le pied du patronat. C'est un des derniers bastions de cette taille, avec ce taux-là de syndicalisation et d'influence syndicale. Indépendamment de la situation économique, la droite veut depuis longtemps faire plier le mouvement ouvrier du site de Boulogne, dans le cadre du rapport des forces général. Songe seulement que l'effectif en 1969 était de 36 000 salariés. A cette époque, l'offensive actuelle était inenvisageable.

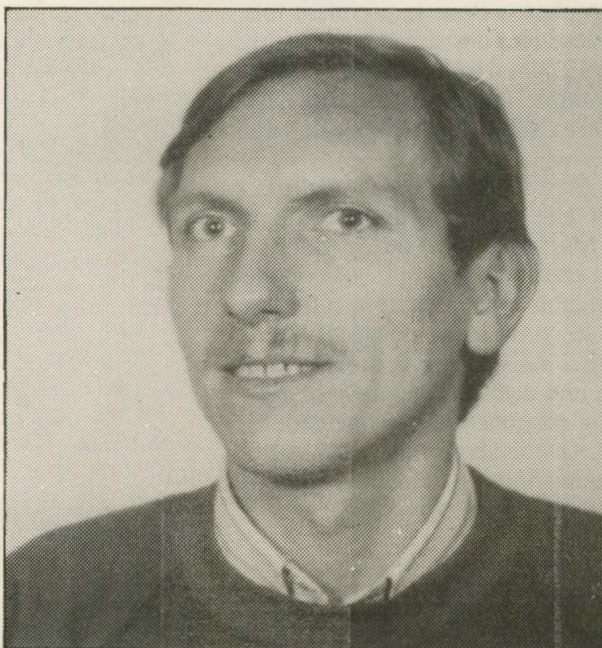
□ Depuis combien de temps es-tu à Renault Billancourt ?

Patrick — Depuis 1969. Eh bien, en dix-sept ans, j'ai pu constater, comme beaucoup d'autres militants de la CGT, une dégradation continue de la situation. La décentralisation de départements entiers accompagnait le blocage de l'embauche depuis 1974-1975. Les départs volontaires, le vieillissement de l'effectif de l'usine, tout cela concourait à affaiblir le rapport des forces. En fait, les dernières grèves générales de masse remontent à 1975.

□ Ça se dégrade plus vite avec Besse...

Patrick — Il faut voir que le plan Besse n'est que la continuité du plan Hanon. La seule différence, c'est que Hanon voulait obtenir l'aval des syndicats pour mettre en place les mesures de mobilité, les licenciements déguisés. Ce fut l'échec, en raison notamment du refus de la CGT.

Besse reprend le flambeau patronal, et manie cette fois le gros bâton. Lui, il ne veut pas s'attirer les bonnes grâces de la CGT, mais au contraire la casser. Il pratique depuis son arrivée le chantage aux licenciements pour obtenir des départs volontaires, moyennant par divers biais une somme de sept à dix millions d'anciens francs. Même maintenant, malgré la charette des 737 licenciements prononcés, Besse maintient la possibilité de départs volontaires.



Patrick Schweizer.

Bref, l'échéance du 18 septembre, le dépôt des dossiers à l'inspection du travail, c'est un tournant dans la situation à l'usine de Billancourt.

□ Pourquoi cette absence, pour l'instant, de riposte ?

Patrick — Il n'y a pas une raison, mais une accumulation de raisons, plus ou moins anciennes. Tu te rappelles le printemps des OS immigrés, dans l'automobile et la lutte de Talbot. Pour beaucoup de travailleurs immigrés, le sentiment s'est répandu que, quoi qu'ils fassent, leur sort est tracé. Le poids des défaites dans les autres usines se fait sentir. Le racisme entretenu par le Front national et la politique de Chirac n'arrange rien...

La division entre Français et immigrés laisse des traces profondes. Sur les

licenciements demandés, il y a 164 ouvriers français et 521 immigrés. Or, pendant longtemps, beaucoup de Français pensaient que les charrettes ne contiendraient que des étrangers. L'attaque patronale s'est déroulée graduellement, usant de toutes les divisions pour se développer. Les procédures douces ont créé l'attentisme, et les réflexes individuels, dans les secteurs peu touchés par la réduction des effectifs.

□ Pourtant la CGT fait plus de 80 % des voix, à Billancourt ?

Patrick — Ça te donne une raison de la violence de l'attaque actuelle. Le patronat, en s'appuyant sur la menace du chômage et la situation globale, s'en prend à un gros morceau symbolique, la CGT de Billancourt. Aux dernières élections de délégués du personnel, elle a recueilli 80 % des voix,

score historique. Tu penses bien que ça ne peut pas plaire à une droite qui est arrivée si tôt après ce résultat au pouvoir, et avec elle des types du genre Madelin, bien connu pour ses activités dans des groupes d'extrême droite musclés.

Et puis, le vote CGT contient un aspect très fort de délégation de pouvoir. Voter CGT, c'est voter pour le syndicat qui bouge le plus, mais pas forcément pour agir avec lui. C'est une assurance syndicale en votant pour le syndicat qui apparaît comme le plus combatif. D'autant que la CFDT ne se démarque pas de Maire, ce qui bénéficie à mon syndicat.

□ Le poids des combats mal livrés n'y est pas un peu pour quelque chose ?

Patrick — Oui, force est de constater que le poids des polémiques syndicales stériles, de la division syndicale se fait sentir très fort. La note de la division syndicale est présentée par le patron, aujourd'hui. La division, ça rend les travailleurs spectateurs, perplexes. Et pourtant, la direction patronale, elle, sait bien que la colère existe. Alors elle cherche à faire peur, en cognant sur vingt-sept délégués dans le cadre des licenciements économiques, et sur nous, les douze otages. Besse veut frapper parmi les syndicalistes et les travailleurs les plus combattifs, pour décapiter le mouvement syndical, et particulièrement mon syndicat, la CGT.

La division a fait des ravages, mais aussi l'attitude syndicale à l'égard du gouvernement de gauche. La confiance a été remise en cause, comme l'indiquent

des adhérents et des travailleurs dans de récentes assemblées. Les coups, disent-ils, ont été retenus après le 10 mai parce que c'était un gouvernement d'union de la gauche. Quand il a fallu prendre le virage de juillet 1984, ils ne suivaient plus. L'image du syndicalisme avait été entamée. Il fallait mettre la pédale douce quand il y avait des ministres communistes, et puis donner un coup d'accélérateur quand ils n'y étaient plus. De quoi y perdre son latin...

□ En ce moment, qu'est-ce qui se fait contre les licenciements ?

Patrick — Il y a eu les manifestations de juillet, notamment celle devant la sous-préfecture. Et puis le meeting de rentrée, le 3. La direction, elle, prend des otages dont je fais partie. Elle prend prétexte d'incidents violents dont elle fait état. Mais la violence, qui la pratique, sinon elle quand elle licencie avec tout le cynisme dont elle est capable des ouvriers de Renault qui ont jusqu'à cinquante-quatre ans, sans même passer un contrat FNE. Des leçons de violence, la direction peut en donner à tout le monde, car c'est sa politique aujourd'hui. Quoi de plus violent de réduire un ouvrier qui a des dizaines d'années de travail derrière lui au chômage, sachant que très minces sont ses chances de retrouver un emploi ? Quoi de plus violent que d'accuser faussement des otages ?

□ La manière dont l'Humanité du 5 septembre présente les choses semble dire que tu es au PCF ?

Patrick — Oui, et ça a bien fait rire dans mon atelier, où chacun me connaît comme militant de la LCR. L'Humanité semble dire que je suis sanctionné pour avoir affiché des articles du journal du PCF. Si j'avais à en afficher, je prendrais plutôt ceux de Rouge...

Il doit s'agir bien plutôt d'un problème technique, de maquette, pour l'Humanité. Enfin, le principal, dans l'affaire, c'est que les licenciements économiques et ceux frappant la CGT soient retirés. Pour cela la riposte déterminante reste à construire.

Propos recueillis par Jean Lantier

Manifestation devant Renault-Billancourt, le 8 août, après l'annonce des douze licenciements : la riposte reste pourtant à construire.



LE TERRORISME PATRONAL

Georges Besse et le gouvernement ont déclaré la guerre à un bastion ouvrier hautement symbolique. Seule l'unité pour une grève massive peut les mettre en échec.

Le gouvernement cherche à démanteler le bastion ouvrier que représente Renault-Billancourt. Cette affirmation ne serait rien moins qu'originale si, pendant l'été, le PDG de la Régie et le gouvernement n'avaient pas donné un violent coup d'accélérateur à leur offensive : sept cent trente-sept licenciements économiques, dont vingt-sept délégués. Et en plus douze militants CGT sont pris en otage, sans preuve, sur accusation

lancourt, les licenciements secs, voilà qui ressemble à une déclaration de guerre.

Cette sale guerre, ce terrorisme social reposant sur le droit unique et indivisible d'un PDG soutenu par un gouvernement ultra-réactionnaire, ressemble à s'y méprendre aux offensives menées par Agnelli contre les ouvriers de Fiat à Turin, en 1980. Remplacer le plus d'hommes possibles par des robots, liquider l'avant-garde ouvrière, syndicale et

les syndicats ont retenu leurs coups quand la gauche, PS et PCF, était au pouvoir. De la sorte, des batailles essentielles n'ont pas été engagées, les ouvriers se voyant appelés à demeurer spectateurs des mesures gouvernementales. L'avantage électoral n'a pas été poussé par le mouvement de masse nécessaire, d'où la méfiance à l'égard des syndicats, même si, par nécessité, les suffrages se retrouvent sur la liste CGT.

A cet attentisme forcené, a succédé après juillet 1984 (c'est-à-dire le départ des ministres communistes du gouvernement) une somme d'actions substitutistes, comme si la direction de la CGT voulait rattraper le temps perdu et faire oublier au plus vite son attitude de collaboration bienveillante à l'égard du gouvernement. Parallèlement, le printemps des OS immigrés de l'automobile n'a pas été exploité pour renforcer les liens entre les membres d'une classe ouvrière que les patrons veulent diviser par la nationalité. Talbot, la première grande lutte contre les restructurations, n'a pas bénéficié d'un indéfectible soutien. Ce dont les travailleurs immigrés se souviennent maintenant.

Front commun

Réagir ensemble, unis par la grève contre la direction, c'est la seule voie possible pour la mettre en échec. Et c'est un objectif parfaitement envisageable, à constater la disponibilité de secteurs entiers à défendre tel délégué estimé dans son atelier ou les acquis remis en cause. Mais la division règne, la CFDT baille aux

COMMUNIQUE COMMUN

Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV).
Parti révolutionnaire des travailleurs (section mexicaine de la IV).

La direction de la Régie Renault a annoncé au mois d'août 1986 la fermeture de l'usine mexicaine de Ciudad Sahagun entraînant la suppression de huit cent cinquante emplois et le licenciement de plus de huit cents ouvriers et employés dans le site de Billancourt : l'usine la plus ancienne de la Régie Renault.

Ce sont deux décisions qui ont le même responsable : l'état-major de la firme multinationale qu'est Renault et une même conséquence, la mise au chômage de centaines d'ouvriers.

Pour les patrons de la Régie Renault, ni les profits, ni les attaques anti-ouvrières ne connaissent de frontières. Seul le capitalisme est responsable de cette crise et non pas les travailleurs français ou mexicains.

La stratégie impérialiste d'une firme comme Renault exige, pour être combattue efficacement, le développement de la solidarité internationale ouvrière.

Le PRT et la LCR, sections de la IV^e Internationale, prendront toutes leurs responsabilités dans ce combat.

La CGT de Billancourt, une des cibles de Besse.



patronale de participation à une action violente dans l'entreprise. Bref, une gamme complète aux noms savamment dosés, entre Français et immigrés, militants de la CGT, de la CFDT, du Syndicat démocratique de Renault, de membres du PCF, de Lutte ouvrière, de la LCR.

Indissociablement liée aux licenciements économiques, l'attaque vise tout à la fois la masse des travailleurs d'un bastion hautement symbolique et les plus combattifs des militants de l'entreprise. Décapiter les directions syndicales pour faire peur au reste des travailleurs, procéder à une grande première pour Bil-

politique, voilà les basses œuvres de Georges Besse.

Le poids du passé

Cela semble bien banal d'en appeler à une riposte unie des travailleurs contre l'offensive générale visant Billancourt. Et pourtant... Le poids des combats non ou mal livrés depuis des années et notamment depuis 1981 se fait sentir comme un boulet à la patte de la nécessaire mobilisation.

Dans la mémoire collective de nombre de travailleurs du site, reste l'idée — fidèle à la réalité — que

corneilles pendant que la CGT s'agite en tous sens.

Pour s'appuyer sur cette combativité, encore faut-il rompre avec cette pratique manipulateur dans laquelle s'enferment des militants du PCF. Pour eux, il semble aller de soi qu'une action à vocation de masse se transforme soudain, à l'insu des intéressés, en action minoritaire sans but plus précis que le spectacle.

Si la violence constitue le seul argument patronal, alors c'est le front le plus large, le plus uni qu'il faut organiser, en se détournant des actions brouillonnes, de substitution.

Défendre les emplois, voilà la tâche de l'heure. La responsabilité commune de

toutes les forces du mouvement ouvrier, syndical et politique, consiste à bâtir un mouvement unitaire de solidarité autour des travailleurs menacés de licenciement. Elle consiste à organiser la grève pour empêcher les mauvais coups patronaux. La division syndicale, un des obstacles principaux à la mobilisation, doit être balayée devant l'impératif catégorique d'organiser une riposte à la hauteur des enjeux réels.

S'il existe un moment privilégié pour que l'unité se réalise pour la défense des travailleurs et contre les licenciements, c'est maintenant.

Jean Lantier
François Ollivier

Occupation de la Chase Manhattan : spectaculaire et après ?



MAIN BASSE SUR LES PRIMES

Sur requête des magistrats de la Cour des comptes, la direction de l'hôpital de Ville-Evrard veut supprimer les primes du personnel. La riposte s'organise. C'est vital pour l'ensemble du secteur.

□ De notre correspondant

Ce 8 septembre, les administrateurs du centre hospitalier de Ville-Evrard n'ont pas pu oublier leurs employés. C'est à plus de deux cents, soutenus par plusieurs délégations des hôpitaux de la région, que les hospitaliers manifestaient sous les fenêtres de la direction.

C'est par une note de service du 15 juillet que les salariés de Ville-Evrard apprenaient la nouvelle : la direction supprimait les primes et les indemnités de plusieurs catégories du personnel. Plus de la moitié de l'hôpital était touchée par des pertes qui vont de 300 à 1 200 francs par mois suivant qu'il s'agit des agents des services hospitaliers (ASH), les agents les plus mal payés, des administratifs, des surveillants chefs, ou des techniciens. De plus, la note de service menace l'ensemble du personnel.

Cette décision scandaleuse a été prise par le direc-

teur, monsieur Bridier, sur simple avis des magistrats de la Cour des comptes, descendus en juillet. Une provocation !

Dès le 25 juillet, trois cents personnes se réunissaient en assemblée générale à l'appel de la CFDT et de la CGT. Ils décidaient, à l'unanimité, « la lutte unie pour le retrait de la note de service ». Décision qui se concrétisait par la constitution, votée par l'assemblée générale, d'un comité d'action, regroupant syndiqués et non-syndiqués, pour préparer « toutes les initiatives adoptées ». Seuls les dirigeants et une partie des militants de la CGT s'abstenaient.

Depuis, les actions se sont succédées : trois cents personnes à la direction le 29 juillet, deux cents à la DDASS le 30, pétition, interventions auprès des députés, etc. La direction et les tutelles refusant toujours de céder, le personnel réuni en assemblée générale (deux cents personnes), le 4 septembre, décide de dur-

cir l'action : grève les 8 et 9 septembre, avec reconduction possible, manifestation devant le ministère pendant la deuxième quinzaine de septembre.

Si la volonté unitaire du personnel est manifeste, des obstacles restent importants. La direction CGT de Ville-Evrard, outre le fait qu'elle refuse de participer en tant que telle au comité d'action, organise « ses » actions, sans consulter personne, refusant même de participer à la dernière assemblée du personnel. Sous prétexte des déclarations d'Edmond Maire, elle refuse toute unité d'action locale avec la CFDT et ignore le comité d'action (plus de soixante inscrits). Heureusement, les principales actions furent convergentes jusqu'à ce jour.

Il faut dire que le PCF de Ville-Evrard accusait le comité d'action d'être « animé, en sous-main, par des anticommunistes viscéraux (...) ayant choisi de faire payer la crise aux salariés ». Stalinisme pas mort...

Les militants LCR préfèrent pour leur part mettre leur énergie au service de l'unité d'action et de la solidarité avec cette lutte.

Les administrateurs, parmi lesquels plusieurs élus PS, se déclarent, jusqu'ici impuissants face à la Cour des comptes. Ils cherchent des solutions intermédiaires qui sauvegarderaient certaines primes pour en abandonner d'autres.

Cette descente de la Cour des comptes rappelle le rapport que celle-ci établit en 1983 sur l'hôpital Saint-Anne (Paris) : cette vénérable institution voulait déjà supprimer les « congés rayons » des manipulateurs radios, les heures supplémentaires irrégulières, les primes d'infirmiers et de puéricultrices... On sait ce qui s'en est suivi.

Bertrand Bonace

PECHINEY

RIPOSTE AU PLURIEL

Ils étaient trois à quatre cents à refuser la fermeture de leur usine Pechiney à Noguères, le 27 août, devant la préfecture de Pau (Pyrénées-atlantiques).

A l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, plusieurs centaines de travailleurs de l'entreprise participent aux opérations porte-ouverte, aux barrages de voie ferrée, aux occupations de péage, etc. Et ce, depuis le 8 juillet, date du comité central d'entreprise où la direction officialisait la fermeture totale de l'usine d'ici quatre ans. Sept cent dix employés, pour la plupart en 3 x 8, y fabriquent de l'aluminium : sous-traitance comprise, ce sont mille travailleurs qui vont voir leur emploi supprimé.

Lorsqu'on sait que l'usine est la deuxième du complexe de Lacq par son volume d'emplois, après celle de la SNEAS (usine de gaz), qui en compte deux mille, on n'est pas étonné que la pression de la base et le réflexe des syndicalistes de l'entreprise l'emporte sur la division ravageuse entre confédérations syndicales. Il n'est pas besoin d'être un syndicaliste averti pour saisir les contradictions entre, d'un côté, la volonté d'unité d'action des sections CGT, CFDT, et FO de Pechiney et, de l'autre, le sectarisme de l'union locale CGT où le silence des interprofessionnelles FO et CFDT.

Par un tract du 24 juillet 1986, le front commun syndical de l'usine Pechiney programmait une série d'actions dont « une manifestation possible et envisagée avec toutes les usines du complexe », dont l'objectif serait la préfecture de Pau. Cette proposition est la seule qui permette de déve-

loper l'action pour mettre en échec les desseins du gouvernement. En décidant de fermer l'usine de Noguères, celui-ci a pris une décision politique de rentabilisation à outrance sur le dos des salariés, contre leurs besoins sociaux, malgré un investissement de cinq cents millions de francs par EDF pour une ligne à haute tension. Madelin fait peu de cas des fonds publics !

Or, le 28 août, l'union locale CGT rend publique sa décision de faire de la date présentée par l'intersyndicale de Pechiney - 17 septembre, jour du CCE de Pechiney - la date d'une marche sur Pau organisée par la CGT seule. Dans un complexe industriel où la CFDT est d'égale force avec la CGT, une telle attitude sectaire exacerbe les débats entre les syndicats unitaires et les responsables du PCF dont l'ennemi principal est la social-démocratie CFDT-FO.

La campagne que mène la LCR locale pour une manifestation de masse contre toute suppression d'emploi, devant être popularisée et organisée dans l'unité par les unions locales et tous les syndicats d'entreprise, rencontre un réel écho.

Cette proposition correspond à l'état d'esprit général dans les « boîtes » de Lacq et Mourenx et les marches unitaires sur Pau des années 1971 et 1983 qui avaient vu trois à quatre mille manifestants dans les rues de Pau sont encore dans les mémoires.

Correspondant

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Ils veulent raser Renault-Billancourt !

Renault-Billancourt ! Voilà ce que Madelin, le ministre à peine sorti des groupuscules d'extrême droite étudiante, veut accrocher à son tableau de chasse. Besse, le PDG de la Régie Renault, bénéficie de puissants alliés au plus haut niveau gouvernemental. Ce que veulent réaliser ces gens-là, c'est le vieux rêve des patrons depuis des années : faire plier Renault-Billancourt !

Assez de violence patronale !

La direction de Renault a utilisé tous les trucs en cours en ce moment pour avancer lentement vers ce qu'elle cherchait : des licenciements secs de centaines d'ouvriers et de militants syndicaux.

Cette fois, pas de ruse, c'est l'affrontement que cherche le PDG Besse, dont le plan, entamé avant l'arrivée de Chirac au pouvoir, entre dans une phase active.

● 737 ouvriers, français et immigrés, sont frappés de licenciement économique. Un début, dans la perspective de liquider Billancourt, comme le titrait le journal de la droite au pouvoir, *le Figaro*.

● Sur cette liste, 27 délégués et militants syndicaux sont sélectionnés. Ce que veut Besse, c'est frapper de plein fouet le mouvement ouvrier du site.

● A cela s'ajoutent 12 militants CGT, accusés sans preuve par la direction de faute lourde, car elle veut s'en débarrasser. Il s'agit donc d'un plan politique et économique appliqué par la direction de Renault et le gouvernement. Son but ? Raser Billancourt, infliger une défaite

spectaculaire au mouvement ouvrier, pour que cela serve ailleurs au patronat et au gouvernement.

Se défendre, tous ensemble

Renault-Billancourt a toujours représenté un symbole. C'est bien pour cela que la violence patronale s'exerce là avec l'acharnement qu'on lui connaît. Ce qu'ils veulent, patrons et ministres de Chirac, c'est une défaite. Pensez : mettre à genoux Billancourt, qui, parmi les jeunes fachos déguisés en ministres libéraux, n'en a pas rêvé ?

Il y va de l'intérêt de tous que le mouvement ouvrier, uni, relève le défi lancé par Madelin et le PDG Besse. Chacun sait bien, au fond, que le plan Besse possède une forte teneur politique. La lutte des classes, ces gens-là, ils connaissent.

Bien sûr, Billancourt ajoute ses licenciés à une liste déjà bien remplie. Ceux de la sidérurgie, de la navale, du charbon, et de combien de petites entreprises viennent grossir les rangs des chômeurs...

Français ou immigrés, ouvriers et employés, les directions, celle de Renault comme les autres, ne font pas de détail lorsqu'elles frappent. La responsabilité des syndicats, au niveau national, est de tout faire pour opérer la jonction entre tous les secteurs menacés, et d'opposer au front patronat-gouvernement le front commun des travailleurs et de leurs organisations contre les licenciements. A Renault comme dans toutes les entreprises frappées par ce mal patronal.

L'HEURE DE L'ACTION

L'entrée en vigueur de la loi Pasqua, la réforme envisagée du Code de la nationalité mettent plus que jamais l'action antiraciste au premier plan de notre combat.

Une des échéances politiques les plus importantes de cette rentrée sera la lutte contre la politique du gouvernement vis-à-vis de l'immigration.

L'adoption définitive au Parlement des lois Pasqua-Pandraud traduit une attaque très nette contre le statut juridique des étrangers. Les maigres garanties juridiques acquises dans la période 1981-1984 sont dépecées. La machine à expulser va pouvoir augmenter son débit qui ne s'était jamais complètement tari. Désormais, les « menaces à l'ordre public » serviront de justification quotidienne aux expulsions.

Ces dispositions législatives déteignent déjà sur la pratique administrative. Selon la presse, depuis plusieurs semaines, les préfectures bloquent le droit au titre de séjour de dix ans pour les résidents étrangers qui y ont accès et ne leur délivrent plus, dans la plupart des cas, qu'un document à titre provisoire.

Offensive tous azimuts

Aussi, l'abrogation des lois Pasqua-Pandraud est, lors de cette rentrée, au centre des revendications, ainsi que la lutte contre le harcèlement policier qui s'exerce particulièrement contre les immigrés de tout âge. Le gouvernement Chirac prépare d'autres offensives de grande envergure, concernant le droit d'asile et le Code de la nationalité. Il s'agit de restreindre les possibilités d'obtention de la nationalité française pour les individus, nés en France, de parents étrangers, qui y avaient traditionnellement droit.

Avec les nouvelles lois, la machine à expulser va augmenter son débit.

Cette remise en cause, dirigée explicitement contre les centaines de milliers de jeunes issus de l'immigration vise à leur faire perdre la protection légale offerte par l'acquisition de la nationalité. Ceci faciliterait les expulsions massives de jeunes. Car, ne nous y trompons pas, l'ensemble du dispositif est conçu pour permettre une déstabilisation de l'immigration un serrage de vis généralisé permettant ultérieurement les mesures les plus brutales.

Dans les entreprises, les écoles, les quartiers, les travailleurs immigrés et leurs familles sont désignés par la propagande réactionnaire comme des gêneurs. Ce qui conduit à l'escalade des crimes racistes qui ont franchi, cet été, une étape à la fois par leur caractère bestial et par le caractère très organisé des bandes de tueurs étroitement liés à l'extrême droite.

Les mesures gouverne-

mentales avaient, avant les congés, suscité un début de mobilisation. Le soutien unitaire à la grève de la faim des Jeunes Arabes de Lyon (JALB), l'assistance nombreuse au concert de SOS-Racisme le 14 juin, ont démontré la disponibilité du mouvement antiraciste. Sur un autre plan, plusieurs ap-

pels publics sont parus dans la presse rassemblant de très nombreuses associations et personnalités.

Engager la mobilisation

Inscrits dans l'optique plus générale de la défense des libertés, ces appels ont abouti à la création, dans plusieurs villes, de collectifs se fixant comme premier objectif la lutte contre les lois Pasqua-Pandraud.

Ce potentiel, cette volonté d'unité doivent maintenant se concrétiser dans l'action commune. Depuis 1983, le premier samedi de décembre voit se dérouler

une grande manifestation nationale contre le racisme et pour l'égalité des droits. En cette période d'attaques réactionnaires, cette échéance doit, plus que jamais, être l'occasion d'une vaste mobilisation fraternelle rassemblant la jeunesse française et immigrée, les partis et syndicats, les associations de Beurs et les mouvements démocratiques. En bref, tous ceux qui veulent lutter contre la bête immonde, contre l'apartheid à la française.

Nul préjugé, nul sectarisme ne peuvent raisonnablement s'opposer à ce front commun.

Albert Sohal

Une volonté unitaire existe, elle doit maintenant se concrétiser dans l'action.



ECOLE

RENTREE NOIRE

Avec les mesures annoncées par Monory, c'est une claire volonté qui apparaît. A cette rentrée la réaction veut prendre une revanche sur un corps enseignant qui a le grand tort d'être indépendant du patronat, laïque et de gauche.

René Monory n'est pas au ministère pour faire de la pédagogie. Il a été nommé pour casser la « forteresse enseignante », et y travaille méthodiquement. Le moyen consiste à renforcer la hiérarchie dans les établissements pour écarteler un corps enseignant jugé trop homogène.

Acte I, avant les vacances d'été, le ministre annonce la fin du recrutement des PEGC, les professeurs de collège, boucs émissaires offerts en pâture à l'opinion, auprès de qui la mesure ne serait pas impopulaire. Et elle a l'immense avantage d'enfoncer un coin entre le SNI et le SNES dans la FEN.

Acte II, le ministère crée un grade de directeur d'école. Celui-ci ne sera plus un instituteur choisi

parmi ses pairs, mais un supérieur hiérarchique appelé à noter ses collègues. Un petit changement d'atmosphère sous les préaux.

Acte III, le barème en fonction duquel les postes sont attribués aux enseignants des collèges et lycées devrait être modifié. Un même individu aurait, selon son grade, un nombre de « points » radicalement différent. Etant agrégé, il vaudrait 80 points, bi-admissible 40 points, certifié 15 points et adjoint d'enseignement - 5 points.... L'adjoint d'enseignement pourrait attendre indéfiniment un poste obtenu immédiatement par l'agrégé. Là encore, chaude ambiance en perspective dans les salles de profs.

Acte IV, tous les personnels de direction et d'inspection, du directeur

d'école jusqu'au recteur d'académie, sont désormais gérés par une direction unique au ministère : histoire de convaincre le directeur d'école ou le principal de collège qu'ils doivent se sentir plus proches de leurs patrons que des « collègues ».

Acte V, le jeudi 11 septembre, Monory annonce des « mesures de déconcentration larges et sans complexes, pour renforcer les pouvoirs et la capacité d'initiatives des responsables : recteurs, inspecteurs d'académie, chefs d'établissement, membres des corps d'inspection auxquels vont s'ajouter les directeurs d'écoles ».

Cet ensemble est complété par des attaques contre les œuvres de l'Education nationale. Le ministre veut cesser de rémunérer

les personnels mis à disposition de ces œuvres qui sont pourtant d'utilité publique, au moins autant que les personnels de l'enseignement privé ! Et dans le même esprit, il a interdit la diffusion à la rentrée dans les écoles des formulaires de la Mutuelle assurance élève (MAE), qui assure six millions d'élèves, au tarif hors concurrence de vingt centimes par jour.

L'objectif est transparent : tenter de dégager dans le milieu une élite consciente de sa différence et qui soit un relais actif du ministère sur le terrain. Et il s'agit d'affaiblir, voire d'annihiler le rôle des commissions paritaires où les syndicats exercent un certain contrôle, tout en appuyant la division sociale du milieu par quelques coups bien sentis contre la FEN et ses syndicats.

Nicolas Jeanson



ETAT DE SIEGE A SANTIAGO

Au Chili, la situation semble bloquée. L'attentat qui a manqué Pinochet dimanche 7 septembre a été revendiqué par le Front patriotique Manuel Rodriguez, dont les liens avec le Parti communiste sont notoires. Depuis, l'état de siège est en vigueur. Treize ans après le coup d'Etat, cela signifie la censure massive, l'interdiction de réunions, la détention illimitée d'opposants au régime.

Bien sûr, ce décret ne fait que rendre officielle une situation de fait. La veille de la « Journée pour la démocratie » du 4 septembre, date anniversaire de l'élection présidentielle, la police a chargé sur les cam-

pus universitaires de Santiago et Valparaiso et arrêté près de deux cents étudiants. De son côté, Amnesty International vient de publier un rapport intitulé « Activités clandestines et illégales des forces de sécurité ». Ce document démontre que, depuis 1983, les rafles massives, les enlèvements et la torture sont monnaie courante et sont le fait de commandos clandestins.

Or, depuis 1983 et la renaissance de « protestas » contre le régime, l'opposition et le mouvement ouvrier marchent en ordre dispersé. Cette division a peut-être atteint un point culminant au cours de la journée du 4 septembre.

COURTS... ... METRAGES

UNE LETTRE DE BERNADETTE FIEUX

Bernadette Fieux, la mère de Joël, le coopérant français tué au Nicaragua par la contra (voir Rouge du 28 août) nous a adressé la lettre émue qui suit.

« Je tiens à vous féliciter et à vous remercier pour l'article que vous avez écrit au sujet de l'assassinat de mon fils Joël par la contra. La véracité et l'absence du sensationnel sont si rares dans la presse française actuelle que ces qualités méritent d'être soulignées.

Quant aux propos de Chirac — qui est censé ne pas ignorer la loi ! — il devrait savoir qu'on ne perd la nationalité française que sur demande de l'intéressé dans des délais bien précis. Si mon fils avait remis les pieds sur le sol français, on lui aurait sûrement rappelé aussitôt ses obligations vis-à-vis de l'Etat français. Assassiné par les amis de Reagan, il devient alors vaguement apatride... Mais ce n'est pas à vous que j'apprendrai que l'hypocrisie de la droite est sans limites !

Cordialement, et avec nos remerciements pour l'expression de votre solidarité. »

Bernadette Fieux

SANCTIONS PRUDENTES CONTRE PRETORIA

Il y a sanction et sanction. C'est ce qu'on dit du sud, à propos de l'Afrique du Sud, les ministres de la CEE, réunis samedi dernier. Le laborieux compromis qu'ils ont retenu afin d'emporter les hésitations de la Grande-Bretagne, de la RFA et du Portugal, devrait être formalisé les 15 et 16 septembre prochains. Il stipule le boycott des importations de charbon, fer, acier et pièces d'or, en provenance d'Afrique du Sud, et l'arrêt des investissements sur place.

Il n'est pas question de suspendre les exportations européennes (qui représentent 5 à 7 milliards de dollars) ni les achats d'or et de pierres précieuses. Ce n'est peut-être pas un hasard si ces derniers produits constituent le principal poste d'importation et si, grâce à la spéculation, les prix de l'or s'envolent en ce moment vers les sommets. Cela constituera donc, pour Botha, une sérieuse consolation. Par contre, les produits soumis à l'embargo ne représentaient, en 1985 qu'un cinquième en valeur des importations en provenance d'Afrique du Sud.

Quant aux investissements étrangers, leur importance a été significativement réduite ces temps derniers. D'ailleurs, ces sanctions ressemblent étrangement aux mesures adoptées par Reagan l'an passé, et reconduites cette année afin de désamorcer les pressions du Congrès. Après l'échec de leurs pressions diplomatiques de cet été en faveur d'une réforme de l'apartheid, les gouvernements de la CEE ont essayé d'accentuer leur pression sans faire peur à personne.

EN PAYS CONQUIS

Un officier parachutiste du 8^e régiment d'infanterie de marine a tiré un coup de pistolet sur un jeune Kanak de dix-sept ans. Cela se passait samedi 6 septembre, en fin d'après-midi, à proximité de la tribu de Nakety, sur la côte Est de Kanaky. Sur quoi, le para a la gachette facile, distrair sans doute, a poursuivi son chemin dans sa jeep avec son acolyte.

Blessé au ventre, Jean-Christophe Pouperon a été transporté par un commerçant au dispensaire de Canala, avant de pouvoir enfin être évacué par un hélicoptère militaire à l'hôpital de Nouméa.

Les autorités militaires ont vite mitonné une version sur mesure des événements : un groupe de jeunes Mélanésiens, éméchés, les auraient pris à partie, lançant des pierres contre la jeep alors qu'ils revenaient d'une « tournée de présence » dans la tribu de Nakety. L'officier aurait alors « tiré en l'air ».

Version des faits vite démentie par Radio-Djiido. Faisant état de plusieurs témoignages, la radio indépendantiste a rapporté que le para avait délibérément tiré sur sa victime.

Les autorités coutumières de Nakety et le comité local de lutte du FLNKS ont qualifié le fait de provocation, et ont rédigé une pétition exigeant « le retrait des troupes militaires basées dans la commune de Canala ».

Depuis le mois de mai, l'armée effectue en effet, sous le vocable d'opération de « nomadisation », des patrouilles régulières dans les tribus kanaks. Cinq cents militaires sont ainsi présents sur la côte Est. Depuis samedi, cinquante gendarmes mobiles et deux véhicules blindés de la gendarmerie ont été envoyés en renfort à Canala.

□ Reagan, très opposé aux sanctions contre Pretoria, vient par contre de couper toute aide économique au Zimbabwe. Il entend ainsi punir le gouvernement de ce pays de ses déclarations contre la politique étrangère américaine au sommet des non-alignés à Harare.

□ Après le Parti travailliste britannique, le Parti socialiste italien vient de dire non à l'énergie nucléaire, remettant en question une politique jugée « dangereuse et obsolète ».

COURTS... ... METRAGES

DUR, LA COHABITATION

Chaque semaine en apporte la confirmation : il règne comme un malaise au sein du Parti socialiste. La cause n'en est autre que la cohabitation. Un sentiment exprimé à l'occasion d'un colloque du club Espaces 89, par le rocardien Michel Sapin : « La cohabitation, c'est pas le pied ».

Même Jack Lang se pique aujourd'hui d'être un socialiste combatif : « Cessons d'être trop respectueux envers ce gouvernement qui accumule les sottises et les erreurs. » Mais les exhortations s'avèrent insuffisantes pour mobiliser le parti. Le projet reste particulièrement brumeux. D'autant qu'au fil des interventions des chefs de file, apparaissent des réponses contradictoires sur les perspectives politiques.

L'absence d'alliés crédibles conduit les hiérarches de la rue de Solferino à chercher toutes sortes de raccourcis. A Lang qui incite ses partisans à définir « un nouveau type d'organisation », répond Bérégovoy qui imagine le PS comme « le noyau d'une constellation. » Et il en est même qui envisagent de modifier le centre de gravité du PS afin qu'il accroisse son espace sur l'échiquier politique.

Ainsi, Maurice Benassy, président d'Espaces 89, s'exclame-t-il : « Il suffirait de peu de choses pour que les Français voient en nous le centre apte à susciter la formation d'un vrai front républicain. »

Dans ce marécage, tous s'accordent pour reconnaître au chef de l'Etat le rôle de clé de voûte de l'édifice. « Il est plus facile pour nous de gagner des présidentielles que des législatives », explique par exemple, Sapin. Et vogue le parti vers la présidentialisation des institutions.

HOPITAUX REFORME, REGRESSION

Plutôt que de réforme hospitalière, c'est de régression qu'il faudrait parler. Les « privés » reviennent en force. Tous les médecins des hôpitaux publics pourront à nouveau exercer une activité libérale sur leur lieu de travail. « Il n'y aura pas de lits privés, ni de locaux privés pour recevoir les malades », précise le ministre, l'activité libérale se fera désormais dans les services et dans les mêmes conditions que l'activité publique. » Sans gêne !

Les services hospitaliers devraient eux retrouver leur organisation d'avant 1981... et leurs mandarins.

□ Il y aurait 520 bacheliers dans la région parisienne, 400 dans la région nantaise, qui n'ont pas trouvé de place pour s'inscrire et continuer leurs études. Libé cite par exemple la cas d'un bac G2 qui préparera faute de mieux un BTS par correspondance... Une inscription dans le privé lui aurait coûté trop cher : de 18 000 à 20 000 francs.

ET FORAITS HOSPITALIERS

Tandis que la très libérale ministre de la Santé et de la Famille peaufine sa réforme hospitalière, Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale prépare... un plan de réorganisation de l'assurance maladie. Dans lequel figurerait entre autres, sans doute, une hausse du forfait hospitalier mis en œuvre en 1983, lorsque la gauche gouvernait la France...

Il faudrait s'attendre également à de nouvelles diminutions des taux de remboursement de médicaments, évidemment.

Et si l'on compare les projets des deux ministres, on remarque que l'un (l'une) offre de nouvelles ressources aux médecins du privé dans le public, tandis que le second réduit à nouveau les aides publiques... La maladie va faire des affaires !

NAVALE SEPTEMBRE DECISIF

Le gouvernement veut définitivement décapiter les chantiers Normed (nord-Méditerranée) dans les semaines qui viennent. Les suppressions d'emplois s'élèveraient à 632 à la Ciotat (20 % des effectifs), 566 à Dunkerque (36 %) et 1 126 à La Seyne (47 % des effectifs). 2 343 suppressions d'emplois en tout, salariés du siège compris.

Les congés de reconversion, les diverses propositions de reprise des sites concernés ne sont que des impasses. Au même moment, les Ateliers et chantiers de la Manche à Dieppe, Saint-Malo et Grand-Quevilly annoncent 370 suppressions d'emplois sur 840 salariés.

Tous les travailleurs de la navale doivent se retrouver unis, dans la lutte, pour défendre leur emploi, le maintien des sites, zéro licenciement.

GRENOBLE DES LUTTES POUR L'EMPLOI

A ECFIS, menacée de 300 licenciements, la lutte reprend son souffle cette dernière semaine. Une nouvelle journée de grève complète est envisagée. Le Dauphiné libéré tente de disculper le maire-ministre Carignon en le présentant comme un intermédiaire qui a su limiter la casse. C'est complètement faux, et la tactique syndicale qui consiste à contredire cette image de marque fait mal.

A Thomson DCI, cela fait tellement mal que les médias n'ont rien dit des débrayages qui durent depuis un mois ni de la manifestation de jeudi dernier : « Non au travail de nuit des femmes, non au 5 x 8, patron-inspection du travail complices ! ». Tout le bâtiment administratif du Travail a retenti de ces mots d'ordre, une entrevue houleuse au lieu avec l'inspecteur et le directeur de la main-d'œuvre, puis la manif est allée en délégation à la préfecture.

MARIAGE DANS LA SIDERURGIE

Il était question depuis plusieurs années de réunir les deux grands de la sidérurgie française, Usinor et Sacilor, sous la même direction. Depuis 1978, notamment lorsque l'Etat les prit en charge. Rien ne justifiait, il est vrai, leur maintien séparé. Hormis le respect des honoraires créés au cours des décennies par les maîtres de forges. Rappelons-le, Sacilor c'était la famille de Wendel, Usinor les grandes familles de la sidérurgie du Nord et de l'Est (groupe Nord-Est, Longwy). Le troisième larron célèbre du comité des forges, le groupe Schneider s'était tourné, lui, au fil des années vers la mécanique, le matériel ferroviaire, le nucléaire.

Les intérêts des familles ont été soigneusement préservés. Les groupes CGIP (de Wendel) et Nord-Est figurent toujours parmi les valeurs les mieux cotées à la Bourse de Paris, qui est également « aux petits soins » en ce qui concerne les titres du groupe Schneider. Les aides de l'Etat et les indemnités versées en 1982 n'ont pas été perdues pour tous !

Comme toujours, par contre, les travailleurs de la sidérurgie, eux, trinquent. Ils étaient environ 130 000 en 1976, 90 000 en 1983, 70 000 en 1986, et le rapprochement qui vient d'avoir lieu promet de nouveaux licenciements.

□ Dans la dernière livraison de la lettre hebdomadaire de son organisation, Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national du PSU, considère qu'il est « particulièrement inquiétant de constater l'apathie de la gauche traditionnelle face aux exigences qu'impose le contexte politique et social de la rentrée ». Et il ajoute : « Là où la gauche devrait être en état d'urgence (...) dans un département sur trois, elle prépare les sénatoriales ! »

STARSKY SANS HUTCH

Il en est qui ne sont pas mécontents du climat de psychose actuel, provoqué par la menace d'une relance des attentats dans les lieux publics de l'Hexagone. Au premier rang d'entre eux, les locataires de la place Beauvau.

Dans une interview au *Matin*, Robert Pandraud, le ministre délégué à la Sécurité, s'en prend explicitement au droit d'asile et plus particulièrement aux réfugiés basques. « Le gouvernement, affirme-t-il, considère qu'il est de son devoir de veiller à ce qu'il n'y ait pas sur notre territoire de sanctuaire du terrorisme. La présence au pays basque français de réfugiés espagnols qui organisaient des attentats terroristes dans leur pays servait de prétexte à d'autres actions terroristes commises sur notre territoire. »

Notre ministre, qui se voit volontiers dans la peau de l'un des personnages du feuilleton télévisé *Starsky et Hutch*, partage avec ses modèles le goût des procédures expéditives. Clairement, il annonce la poursuite des expulsions de militants basques : « Pour ceux qui ont la qualité de réfugiés politiques, nous les expulserons vers un Etat tiers. Enfin, ceux qui n'ont pas la qualité de réfugié ou ne font pas l'objet d'une demande d'extradition, seront expulsés vers l'Espagne. Je pense d'ailleurs que le statut de réfugié politique n'a plus aucune signification pour les ressortissants étrangers originaires d'un Etat de la CEE. » Ah, le « policier au grand cœur », comme dit le générique du feuilleton.

□ André Labarrère vient de se prononcer pour la suppression du Sénat. « Il n'y a pas d'Assemblée plus difficile que le Sénat », affirme-t-il, ajoutant qu'il s'y est toujours senti « en territoire étranger ». Comme on aurait aimé entendre ces fortes paroles entre mai 1981 et mars dernier, quand les caciques du Palais du Luxembourg mettaient tout en œuvre pour bloquer le moindre changement.

A EN PLEURER

TIERCE

Pinochet a donc été sauvé par la grâce divine. Ce qui prouve à nouveau que Dieu n'existe pas. Le dictateur fustige le « terrorisme » et le « lâche attentat » dont il est malheureusement sorti indemne. On peut toujours glosier sur l'opportunité politique de la chose. Mais on ne doit surtout pas douter qu'il est juste, nécessaire, souhaitable, positif, etc. de terroriser tous les Pinochet, petits et grands, qui privent leur peuple des droits les plus élémentaires. Il est par contre injustifiable de terroriser une population seulement coupable d'avoir pris la mauvaise rame de métro ou d'avoir choisi le mauvais bureau de poste.

Mais de Santiago du Chili à Paris, en passant par Soweto, les bons esprits ne manqueront d'associer dans une même réprobation l'usage de la violence. « D'où qu'elle vienne », est-il chic d'ajouter dans ces cas-là. Eh bien, non.

Depuis qu'Hersant a fait l'inoubliable carrière qu'on lui connaît sous Pétain, il saisit bien le sens du mot « terrorisme ». Et s'il l'a oublié, ses petits camarades gaullistes devraient le lui rappeler. Mais, à mon avis, Robert Hersant se souvient de tout. Il a si bonne mémoire qu'il ne peut empêcher des réminiscences d'éclater à la une du *Figaro-Magazine* : « Famille, Patrie, Travail », titrait la dernière livraison.

C'est le tiercé dans le désordre. Mais les trois chevaux de retour sont là. La droite, à la différence des Parisiens, n'a décidément plus peur de rien. Et il faudrait faire un consensus avec ces gens-là ? Plaisanterie de mauvais goût.

Nicolas Jeanson

MARINS EN GREVE

Les marins de la compagnie Louis Dreyfus sont toujours en grève. Des navires sont bloqués dans plusieurs ports. Ils refusent l'immatriculation des navires aux îles Kerguelen, morceaux de rochers français perdus dans l'Antarctique... autorisée par le gouvernement qui permettrait aux armateurs de débaucher les deux tiers des équipages, de les remplacer par des marins étrangers qui seront rémunérés avec un lance-pierres et n'auront aucune couverture sociale ou presque.

A Rouen où les marins de la CFDT mènent la lutte, une délégation interprofessionnelle de la CFDT (cheminots, postiers, etc.) participait samedi 6 septembre à l'action pour immobiliser le *Cetra Sagitta*, premier navire de la Compagnie Louis Dreyfus à être passé sous « pavillon Kerguelen ».

Les marins du remorquage ont décidé de boycotter les navires de la compagnie Dreyfus dans le port de Rouen, à l'appel commun de leurs syndicats CGT, CFDT. Dans les ports bretons des collectes s'organisent, comme à Paimpol à l'initiative de l'union locale CGT.

□ Charles de Gaulle... Bon, vous connaissez ? Son fils Philippe, amiral en retraite, a décidé d'entrer en politique à l'âge de 64 ans : il sera candidat du RPR aux sénatoriales à Paris. Son sifflon Jean de Gaulle, lui, siège déjà à l'Assemblée nationale depuis le 16 mars... avec les fistons Debré, Poni... entre autres. Braves petits !

COURTS... ... METRAGES

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DES DIRECTIONS DE LA LCR ET DE LO

Le 4 septembre 1986, les deux directions de la LCR et de LO se sont rencontrées afin de procéder à un échange de vues sur la situation politique et les rapports entre les deux organisations. Elles ont décidé d'un commun accord de se rencontrer à nouveau régulièrement pour confronter leurs politiques et examiner d'éventuelles possibilités d'interventions communes.

Il a été décidé en outre de reprendre les réunions communes des différentes cellules des deux organisations respectives.

Pour la LCR, ces réunions sont un cadre de discussion politique entre les militants des deux organisations ; en outre, elles doivent examiner toutes les possibilités de collaboration pratique et, dans la mesure du possible, ne pas se limiter à des débats politiques généraux.

Pour LO, le tour d'horizon effectué entre les deux directions ne permet pas de prévoir la possibilité d'interventions communes dans un avenir proche et en conséquence ces réunions communes n'ont pour but, de la part de LO, que de permettre à nos militants respectifs de confronter leur politique, d'en examiner les résultats et d'en faire la critique mutuelle.

SEGUIN, MAIRE, GATTAZ : SOLUTIONS COMMUNES ?

Gattaz applaudit le gouvernement à tout rompre dans une interview au *Figaro* du 8 septembre : « Il fait ce qu'il peut, un certain nombre de choses sont déjà acquises. » Pensez donc ! Le contrôle des prix date de 1945, le contrôle des changes de 1939 et le gouvernement « les a supprimés en cinq mois et demi ». Le chômage, c'est une autre affaire !

Le président du CNPF a entamé en avril 1986 un tour de France pour inviter ses pairs à embaucher, à créer des emplois. Il doit y avoir quelques problèmes. Philippe Séguin vient d'entreprendre la même démarche. Dans le même but. Gattaz est pourtant convaincu d'avoir déjà été « entendu ». Même si les chiffres prouvent le contraire.

Le gouvernement Chirac vient de battre le record du nombre de chômeurs. Ses prévisions restent des plus sombres. Séguin lui-même pronostique pour bientôt le dépassement de la barre des trois millions de sans-emploi.

Pas gêné, Gattaz nous ressort sa prédiction des 400 000 embauches

imminentes, inaugurée lorsqu'il réclamait la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Et démentie, à l'époque, par tous les analystes qui avaient observé la question d'un peu près. Ils prévoyaient, eux, plutôt un accroissement des suppressions d'emploi qui vient de se produire d'ailleurs. Contribuant quelque peu à augmenter le nombre des chômeurs.

D'où la vogue des p'tits boulots. « Un travail précaire est préférable à pas de travail du tout ». Après Maire et Séguin, Gattaz entonne le refrain qui figure au hit-parade ces dernières semaines. « Je ne vois pas pourquoi, insiste-t-il, sur un sujet essentiel pour notre pays, tous les responsables ne trouveraient pas des solutions communes. »

Solutions communes ! L'expression signifie des gains pour les patrons qui se verront exemptés de charges sociales et des pertes pour les salariés ! P'tits boulots et salaires de misère !

Qui parle de solutions communes ?

Néanmoins, malgré ces réserves, les deux directions ont décidé d'engager les deux organisations à reprendre ces réunions régulières.

Il a été décidé en outre d'engager la discussion sur les conditions d'une éventuelle candidature commune entre les deux organisations en cas d'élection présidentielle anticipée.

LO précise qu'une telle candidature devrait, de son point de vue, se situer sur le terrain du trotskysme et en aucun cas dans le cadre d'une quelconque alternative. Pour la LCR, cette candidature révolutionnaire devrait s'attacher à défendre une plate-forme clairement anticapitaliste et démarquée de la politique du PC et du PS. LO considère qu'une liste commune est impossible aux élections partielles en Haute-Garonne, dans l'état actuel des politiques respectives des deux organisations. Pour LO en effet, la LCR est partisans d'une politique alternative et c'est devant l'impossibilité de constituer une telle liste à Toulouse que la LCR propose une liste commune LO-LCR. Cette liste commune ne ferait que masquer deux conceptions opposées. La LCR, pour sa part, maintient son point de vue en faveur d'une liste unitaire LO-LCR en Haute-Garonne. Constatant le refus de LO, elle a informé les représentants de cette dernière de la décision du comité central de la LCR d'appeler à voter en faveur de la liste de LO en Haute-Garonne.

La LCR a fait des propositions de collaboration entre les deux organisations en vue de certaines échéances de mobilisation antiracisme, anti-apar-

UN NUMERO DE QUATRIEME INTERNATIONALE

Les relations qu'il convient de nouer avec les forces et organisations anticapitalistes sont un sujet commun à tous les pays d'Europe occidentale. Le dernier numéro de *Quatrième Internationale* constitue de ce point de vue un apport précieux à la réflexion.

Centré sur l'Italie, ce numéro traite longuement des rapports entre notre organisation sœur de la Péninsule et Democrazia Proletaria qui demeure l'une des principales formations de l'extrême gauche européenne. Outre un article d'Eletra Diana, dirigeante de la LCR, qui analyse les positions et la pratique de DP, *Quatrième Internationale* rend publique la correspondance échangée par les deux organisations sur une éventuelle unification.

Sur le même thème, Miguel Romero, dirigeant de la LCR de l'Etat espagnol, traite de l'évolution du courant prosoviétique organisé dans le Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE) et dans le Parti des communistes de Catalogne (PCC), deux forces issues du PCE. Et un dirigeant de la Gauche socialiste du Québec analyse l'évolution des mouvements maoïstes qui avaient connu un important développement au cours des années soixante-dix.

FREMISSEMENT UNITAIRE ?

*Toutes les organisations
syndicales du secteur public
veulent défendre le pouvoir d'achat
et exiger des postes budgétaires.
Qui comprendrait qu'elles ne le
disent pas ensemble ?*

Le 1^{er} septembre, le bureau fédéral de la FEN lançait un appel à « trouver un langage commun et retrouver le chemin de l'unité pour la réhabilitation et la défense de la notion de service public. » Appel suivi d'une cascade de déclarations émanant des différentes fédérations de fonctionnaires.

Les fédérations FO ont ainsi arrêté « le principe d'une grève générale » dans leur secteur, si le gouvernement n'amende pas sa politique salariale et son projet de budget 1987.

L'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT a appelé à une « riposte de haut niveau », dont elle précisera la forme à la mi-septembre.

La CFDT n'est pas en reste, puisqu'elle a engagé une série de rencontres bilatérales avec les fonctionnaires des autres organisations syndicales. Peut-être

croisera-t-elle, au cours de sa tournée, les représentants de la FEN qui rencontrent les mêmes partenaires, l'un après l'autre...

Jusqu'à maintenant, la CGT écarte avec un bel ensemble toutes les opportunités d'unité d'action, quel qu'en soit le niveau, sous prétexte de ne pas cautionner les capitulations des autres confédérations. A FO, où l'on ne prise pas l'unité d'action, on n'écarte cependant pas la possibilité d'appels convergents le même jour des diverses organisations.

Il y a donc à la fois sur-enchère et course de lenteur. On ne veut pas laisser l'initiative à l'autre, mais on n'est pas forcément pressé de passer à l'action. Les fonctionnaires FO semblent attendre l'épuisement des dernières possibilités en matière de négociation salariale. Ils annoncent d'emblée la grève, mais pour plus tard. En revanche, la FEN, talonnée par les attaques de René Monory, est plus impatiente pour se manifester.

On ne peut exclure la répétition d'une convergence de la CGT et de FO destinée à faire contrepoids à un axe FEN-CFDT-autonomes. Mais on ne peut non plus exclure que l'unité d'action l'emporte sur les manœuvres d'appareil. Sans doute, les divergences revendicatives sont trop importantes pour être résorbées à court terme. Sans doute aussi, la référence de la FEN à la « notion » de service public est-elle bien abstraite. Mais, pour défendre le pouvoir d'achat et exiger des postes budgétaires, qui comprendrait que les organisations syndicales ne le disent pas ensemble ?

Le débat entre les diverses positions se poursuivra d'autant mieux qu'il sera porté par une action unitaire. Les différentes fédérations, à commencer par celles de la CGT, seraient bien inspirées d'appliquer ce conseil d'Henri Krasucki : « L'action est d'ailleurs le meilleur moyen de s'expliquer franchement sur les divergences qui existent, car ce sont les travailleurs qui

tranchent en connaissance de cause. »

Conclusion : si l'unité

d'action est réalisable, il serait contraire au bon sens de faire un préalable de

l'accord sur la plate-forme. CQFD.

Nicolas Jeanson

On ne peut pas exclure que l'unité d'action l'emporte sur les manœuvres d'appareil.



SYNDICATS

UN DEBAT AVEC LE SNUI

Suite à nos articles relatifs à un projet de nouvelle confédération syndicale qui serait constituée par des syndicats autonomes, Bernard Lagardère, secrétaire général du syndicat national unifié des impôts, nous a écrit. Voici des extraits de sa lettre et notre réponse.

A la lecture de nombreux journaux, écrit le secrétaire du SNUI, l'opinion découvrant avec surprise ces derniers temps que l'organisation du syndicalisme français n'est pas immuable. La quête gourmande d'informations autour de la FEN et de quelques autres organisations, dont la nôtre (le SNUI), témoigne de l'ampleur du changement que provoquerait toute nouvelle construction dans un secteur réputé figé et divisé (...). Pour notre part, nous n'avons eu avec la FEN d'autres contacts que ceux existant depuis longtemps entre deux organisations qui s'estiment : nous n'avons jamais abordé ni les points doctrinaux ni, à plus forte raison, la définition d'un échéancier, qui pourraient conduire à une telle restructuration du mouvement syndical des fonctionnaires.

« Mais notre pratique, ajoute Bernard Lagardère, notre progression, notre mandat en matière fiscale, nos valeurs fondamentales (refus de la division, primauté de l'action, attachement à l'indépendance syndicale, recherche d'une société plus juste, plus solidaire, plus humaine) nous donnent l'ambition de faire plus pour l'unité du mouvement général des travailleurs et nous confirment que le syndicalisme de progrès de-

meure l'espoir des salariés. » Et Lagardère mentionne la résolution adoptée le 27 juin 1986 par le XVI^e Congrès du SNUI : « Le Congrès mandate le conseil syndical pour suivre au plus près les réflexions qui pourraient naître, dans d'autres syndicats, fédérations ou confédérations, sur le devenir du syndicalisme et la réunification du mouvement général des travailleurs. »

Pour notre part, nous donnons volontiers acte au SNUI que « la forme journalistique » n'est pas toujours la meilleure pour traiter de questions de fond. Mais, peut-être certaines organisations syndicales ont-elles contribué à créer le « sensationnel » en taisant trop longtemps leurs discussions auprès de leurs adhérents eux-mêmes. A la FEN, plus d'un militant, même majoritaire, a appris par la presse ce que même le SNUI écrivait dans ses bulletins. Et on peut avoir le sentiment que les informations « gourmandes » ont aidé les dirigeants de la FEN à changer de discours : il n'est plus question de « réflexion sur l'avenir », il s'agit clairement d'œuvrer à regrouper des forces. Dont acte.

Quant à notre analyse sur le fond, elle tient en trois points.

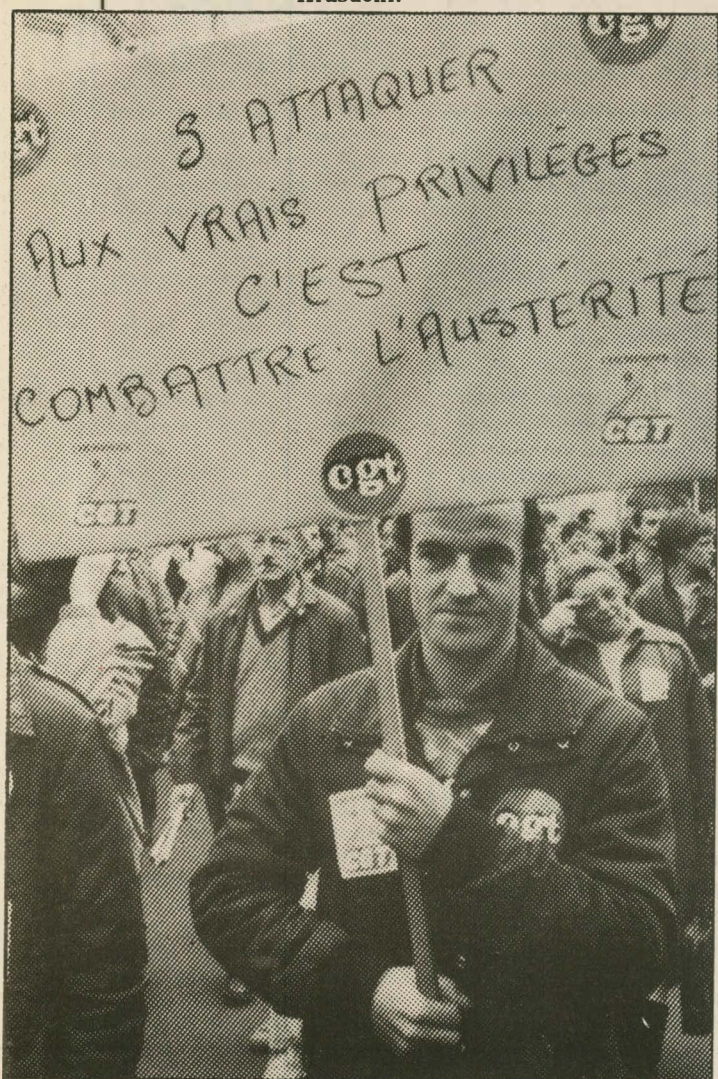
1. Le projet en cours vise à recomposer le champ syndical, non à l'unifier. Il

s'agit de mettre la « majorité syndicale » en conformité avec la « majorité politique » au sein du mouvement ouvrier. On comprend alors que les contacts soient très sélectifs, et que la place des minorités de la FEN dans la nouvelle confédération soit controversée.

2. Si l'aspiration de syndicats autonomes à dépasser leur cloisonnement est très positive, faut-il penser que l'apparition d'une quatrième centrale (après la CGT, la CFDT et FO) constituerait un progrès ? Faut-il ignorer le danger de constituer un grand bloc syndical des fonctionnaires isolés des travailleurs du privé ?

3. Les partenaires engagés dans le processus ont une conception particulière du syndicalisme. La FEN oppose le « syndicalisme d'adhérents » au « syndicalisme militant ». Le SNUI insiste sur l'autonomie des fédérations professionnelles. Nous pouvons partager certaines réflexions sur le bilan du syndicalisme confédéré. Mais nous sommes beaucoup plus alarmés par les projets de mutation du syndicalisme qui, à la faveur des difficultés actuelles, aboutiraient à éradiquer les traditions de lutte de classe de notre mouvement syndical.

N. J.



HISTOIRE D'UNE CHARTE (1)

ENTETE

Le 8 octobre 1906, trois cents délégués s'installent dans le préau de l'école de la rue Rigollot d'Amiens. Le congrès de la CGT commence. Largement centré sur les rapports entre syndicats et partis, il fera date dans l'histoire du syndicalisme.

Prévu pour durer une semaine, la congrès démarre lentement. Il commence vraiment avec la discussion de trois rapports d'activité : celui du comité confédéral est suivi par les rapports de la section des fédérations nationales et de la section des bourses du travail. L'amalgame des deux sections qui ont donné naissance à la confédération ne date, dans les faits, que de 1902.

Et le bilan n'est pas mauvais. Entre le précédent congrès de Bourges en 1904 et celui-ci, le nombre des bourses est passé de 110 à 135, celui des syndicats de 1 792 à 2 399, et le nombre d'adhérents a augmenté de 300 000 à 350 000 environ. Pour un peu, ce serait presque la « belle époque » pour la CGT aussi, si l'exploitation ouvrière n'était pas monstrueuse, aux dimensions de la catastrophe de Courrières qui tua 1 200 mineurs, en mars 1906.

Justement, le congrès doit discuter du bilan de la grande campagne pour les huit heures décidées deux ans plus tôt. La CGT a pris les grands moyens : un numéro spécial de la Voix du peuple, une affiche nationale tirée à 100 000 exemplaires, reproduite en tracts à 400 000 exemplaires, six millions « d'étiquettes gommées », plus de 200 000 brochures, une tournée de meetings dans plus de quatre-vingts villes. Sans doute mesure-t-on mieux l'effort réalisé, en comparant les chiffres cités au nombre de journaux ordinairement vendus. Le tirage de la Voix du peuple, hebdomadaire, ne dépasse pas 6 300 exemplaires.

Echec d'une campagne

La campagne devait culminer le 1^{er} Mai 1906, date à laquelle expirait une sorte d'ultimatum fixé par la CGT au patronat : vous cédez, ou les travailleurs pratiqueront l'autoréduction des horaires... A l'approche de cette date, certains syndicalistes sont pris d'un fol espoir : « Encore soixante-sept jours et ce sera l'émancipation », lit-on sur un mur. Quant à la bourgeoisie, elle est saisie de panique.

Dans son rapport, Victor Griffuelhes, secrétaire général de la confédération, ironise : « Ce fut une fuite



Défilé des femmes, lors de la grève du Creusot, en 1899.

amusante des capitaux, émigrant à l'étranger au nom du patriotisme le plus pur. Ce fut l'entassement de provisions dans les caves, obligeant par la suite leurs courageux propriétaires à une digestion laborieuse pour leurs délicats estomacs. Qui dépeindra ces journées vécues, la peur des bourgeois, leur crétinisme et leur lâcheté ! » Moins amusant : la bourgeoisie croit à l'insurrection. Clémenceau fait arrêter préventivement les dirigeants syndicaux et concentre 60 000 soldats à Paris.

Au lendemain du 1^{er} Mai, des grèves longues démarrent, obtenant des résultats partiels. Mais pas un mouvement d'ensemble coordonné. Et Griffuelhes doit insister sur les résultats positifs de la campagne pour compenser, sinon un sentiment d'échec, du moins la déception des militants de la CGT. « La classe ouvrière, écrit-il, dans sa grande généralité, était hostile aux courtes journées. Elle voyait, dans ces courtes journées, une diminution de salaire par suite d'un raisonnement étrange : qu'à un grand nombre d'heures de travail correspondait un salaire élevé. (...) Le problème à résoudre était donc, par une propagande vigoureuse, d'atteindre chez lui le travailleur resté étranger au mouvement syndical. Il fallait poser devant l'opinion publique ignorante la question de la durée du temps de

travail et la rendre sympathique à cette amélioration. Ce but a été atteint ! »

La discussion de congrès sur ce bilan pourtant récent est très décevante : on parle surtout des huit heures pour justifier ou mettre en valeur l'action d'une fédération, et on en parle très peu. Profitant du temps mort pendant le vote des rapports d'activité, le camarade Léon Robert fait adopter à l'unanimité un ordre du jour en faveur de l'Esperanto « constatant l'extrême facilité d'apprentissage de la langue Esperanto et les éminents services qu'elle est appelée à rendre à la classe ouvrière organisée nationalement et internationalement »...

La pression socialiste

Enfin, le jeudi 11 octobre dans l'après-midi, vient la question des « rapports entre les syndicats et les partis politiques ». A la tribune, une femme est assesseur pour cette séance : la « citoyenne » Delucheux, car on n'oserait pas l'appeler « camarade ». C'est la seule femme déléguée à ce congrès. Est-ce un hasard, si elle habite Amiens dont elle représente les ouvrières de l'habillement ?...

Comme souvent quand vient en débat un sujet sensible, on tourne autour du pot : vingt-deux intervenants se succèdent pour sa-

voir s'il est opportun de discuter dans la CGT de ses rapports avec les partis. N'est-ce pas déjà entériner l'intrusion de la politique dans le syndicalisme ? Mais la fédération du textile a adopté en son congrès une motion pour créer des liens avec le Parti socialiste. C'est un précédent qui oblige la confédération à trancher. La pression socialiste commence à peser. Les fractions socialistes se sont réunifiées un an plus tôt. Le nouveau Parti socialiste unifié (PSU) représente 35 000 adhérents, 51 députés et des municipalités. A son congrès de novembre 1906, la question de ses rapports avec la CGT est inscrite à l'ordre du jour. Raison de plus pour qu'à Amiens toute ambiguïté soit levée.

Victor Renard, de la fédération du textile, engage le débat. Il récuse l'antiparlementarisme : « La loi sur les accidents, la loi sur le repos hebdomadaire ne sont-elles pas des lois sociales ? » Il s'appuie sur l'exemple anglais : « Les travailleurs anglais ont pénétré au Parlement pour faire tourner la législation en faveur de la classe ouvrière. » En conclusion : « Nous ne demandons pas de faire de la politique dans les syndicats, nous demandons si vous ne croyez pas utile l'usage du suffrage universel, utiles certaines réformes légales en faveur de la classe ouvrière. » Et il donne lec-

ture de son projet de résolution qui se termine par : « Le comité confédéral est invité à s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigeront, soit par des délégations intermittentes, ou permanentes avec le Conseil national du Parti socialiste, pour faire plus facilement triompher ces principales réformes ouvrières. »

Renard contre Griffuelhes

En réponse, Bousquet affirme que « le Parti socialiste comprenant des patrons dans son sein, nous ne pouvons faire alliance avec lui ». Pour Louis Niel, « si vous alliez le syndicalisme à un courant politique quelconque, étant donné l'extrême susceptibilité des passions politiques, vous écartez par là-même tous les ouvriers des autres courants politiques, et le syndicalisme manque totalement son but. » La discussion se poursuit jusqu'au samedi 13 au matin. La durée du débat (deux jours pleins) en souligne l'importance.

Contre la minorité guesdiste autour de Renard, les partisans de l'indépendance à l'égard du PSU recouvrent deux tendances : celle de Victor Griffuelhes et du bureau confédéral représente le syndicalisme révolutionnaire ; celle d'Auguste Keufer et de la fédération du livre incarne un syndicalisme réformiste indépendant des partis. Avant de se rallier à la motion Griffuelhes, Keufer défendra sa position : non à la liaison avec le PSU, mais non aussi à la politisation révolutionnaire du syndicat. « Il ne peut donc être contesté que l'action syndicaliste et l'action politique, pendant une longue période transitoire, si ce n'est toujours, devront s'exercer avec profit. Mais dans l'intérêt même de cette double action, en raison des divisions inévitables qu'une action commune pourrait produire, il faut renoncer à une entente permanente ou temporaire entre les syndicats et le parti ouvrier (...) leur action sera convergente et non commune, et subordonnée. » Sur le fond, Keufer est plus proche de Renard, mais son esprit de conciliation et sa crainte de la division de la CGT le poussent vers Griffuelhes. Isolé, Renard est largement battu : sa motion recueille 724 contre, 34 pour et 37 blancs. Place à la Charte.

Laurent Batsch

Il y a quatre-vingts ans, naissait la charte d'Amiens qui devait marquer l'histoire ultérieure du mouvement ouvrier français. Nous reviendrons la semaine prochaine, dans un second article, sur le contenu de ce document.

VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS DU MEME AUTEUR



60 francs. Commande : PEC, 9, rue de Tunis 75011 Paris

AUX ORIGINES D'UNE TRAGÉDIE

1970-1973. Naissance et mort du gouvernement d'Unité populaire, dirigé par Salvador Allende. Trois années durant lesquelles la réaction a tout fait pour retrouver son pouvoir jusqu'au jour fatal du 11 septembre 1973.

Le 4 septembre 1970, un socialiste, Salvador Allende, devient président de la République du Chili, avec le soutien de l'Unité populaire rassemblant les partis de gauche. Le 11 septembre 1973, son gouvernement est évincé par les forces armées. Depuis lors, une des dictatures les plus féroces qu'ait connue l'histoire de l'Amérique latine sévit au Chili.

Le triomphe de l'Unité populaire en septembre 1970 signifie plus qu'une victoire électorale. En effet, le vote du 4 septembre 1970 représente le couronnement politique d'une longue période de luttes, qui avait mis en mouvement toutes les forces sociales du pays.

L'ébullition sociale

La réforme agraire proposée en 1964 par la Démocratie chrétienne est un test décisif sur l'évolution de la société chilienne. Elle sonne le réveil de la paysannerie et ouvre une longue série de luttes dans les campagnes.

En 1964, il n'existe qu'un millier de paysans organisés. Début 1969, on en compte des centaines de milliers, appartenant à des syndicats qui couvrent l'ensemble du pays. Alors que la Démocratie chrétienne propose pour perspective les coopératives, de leur côté les syndicats agricoles occupent les terres. L'oligarchie terrienne s'organise elle aussi : en face, les paysans s'arment pour défendre les occupations de terres.

De même, les travailleurs, à partir de 1966, commencent, une fois surmonté l'attentisme créé par l'élection de la Démocratie chrétienne, à exiger le respect des promesses faites par cette dernière. De leur côté, les « sans-logis » multiplient les occupations des terrains, tandis que les étudiants exigent une réforme universitaire, également promise par la DC.

C'est dans ce climat que la Centrale unique des travailleurs (CUT) appelle à une grève générale le 27 novembre 1967, pour s'opposer aux projets gouvernementaux d'épargne forcée. Les affrontements commencent à l'aube du 27, paralysant complètement le pays. Les combats de rue se prolongent jusqu'au lendemain, malgré les efforts de la direction de la CUT pour calmer ses troupes. Partout



Un camp où l'on concentre : le stade.

s'exprime la volonté d'une grève générale illimitée afin d'imposer un changement politique réel.

La Démocratie chrétienne ne comptant plus sur le soutien des couches sociales qui avaient permis sa victoire en 1964, le gouvernement recourt de plus en plus à la répression pour tenter de maîtriser les mobilisations. Une scission sanctionne alors ses contradictions : une nouvelle organisation naît, le MAPU, qui rejoint les partis de gauche lors de la constitution de l'Unité populaire.

Les premières tentatives putschistes apparaissent au cours de cette période d'agitation sociale. En octobre 1969, une partie de la garnison de Santiago se soulève, sous prétexte de revendications corporatistes non satisfaites. A la tête du soulèvement se trouve un général, mis à la retraite à cause de ses prises de position ouvertement séditionnelles.

C'est dans ce contexte que se développe la campagne présidentielle de 1970. Certains secteurs extrémistes de la bourgeoisie montrent leur détermination dès le lendemain des élections : un commando tente d'enlever le commandant en chef de l'armée de terre, le général Schneider. Devant sa résistance, le commando l'assassine froidement, voulant empêcher la passation de pouvoirs à Salvador Allende en provoquant l'intervention des forces armées. Le chef de ce groupe, Roberto Viaux, est le même général qui avait organisé le soulèvement de 1969.

Cette attitude n'est pour-

tant pas encore partagée par l'ensemble de la bourgeoisie. Par contre, elle est déjà celle des compagnies multinationales et de la CIA, qui financent les activités des putschistes. Tout en encourageant ceux-ci, le Pentagone, le Département d'Etat nord-américain, la CIA, un comité *ad hoc*, créé par les compagnies multinationales, travaillent ensemble, coordonnés par le Comité des quarante¹. Leur action vise à aider politiquement et financièrement les partis, organisations syndicales et médias d'opposition. L'entente entre les différentes composantes de l'opposition n'eût certainement pas été si rapide sans l'intervention et l'aide nord-américaines.

Allende est pourtant nommé président de la République, avec 36,3 % des voix, sur la base d'un compromis avec la Démocratie chrétienne. Le « Pacte des garanties constitutionnelles » engage Allende et l'Unité populaire à respecter une légalité émanant d'un Parlement majoritairement hostile, mais que le président de la République ne peut dissoudre.

Compromis avec la DC

La bourgeoisie chilienne ne réagit pas avant ni immédiatement après la victoire d'Allende, car elle est dépendante de l'appareil d'Etat. La prise du pouvoir exécutif par un représentant des partis ouvriers sème le désarroi dans ses rangs. Approfondir cet état d'esprit ne pouvait que faciliter

la tâche du gouvernement et de l'Unité populaire et rendre d'autant plus difficile le processus de réorganisation bourgeois. Mais Allende et l'Unité populaire, se considérant minoritaires, choisissent la voie du compromis avec la bourgeoisie. Durant les trois années de l'Unité populaire, les partis bourgeois auparavant constamment divisés élaborent une stratégie unique visant à reconquérir le pouvoir. Et tant que son processus de réorganisation n'est pas accompli, la bourgeoisie temporise, d'autant plus après les élections municipales d'avril 1971 où l'Unité populaire obtient la majorité des voix (50,2 %).

Sous la pression populaire

Les mesures concernant la redistribution du revenu national, l'accélération de la réforme agraire, les nouveaux droits accordés aux travailleurs, aux habitants des quartiers populaires augmentent la popularité du gouvernement.

Sous la pression populaire, le Parlement approuve à l'unanimité la réforme constitutionnelle, qui permet la nationalisation des mines de cuivre exploitées par les compagnies multinationales. Jalon important dans le conflit qui oppose Allende et l'Unité populaire aux intérêts nord-américains, la procédure pour nationaliser déduit le trop-perçu des profits, illégalement touché par les compagnies depuis 1955, de l'indemnisation : le prix

d'achat devient donc nul. Même les plus réactionnaires des membres du Parlement n'osent pas exprimer leur opposition à cette mesure anti-impérialiste.

Parallèlement, l'Unité populaire nationalise les entreprises privées d'importance stratégique dans tous les secteurs de l'économie, depuis le secteur financier jusqu'à celui de la distribution et de la commercialisation. Or, la place du secteur nationalisé était déjà considérable. Les chemins de fer, la sidérurgie, la production et la distribution d'énergie — sauf le charbon —, les raffineries travaillant pour les mines petites et moyennes, les sociétés de construction des logements sociaux, une partie considérable des transports en commun, les crédits pour le développement industriel ou agricole, etc. étaient déjà sous contrôle étatique. L'industrie électronique et textile, une partie considérable de la métallurgie, les entreprises des communications, les réseaux de distribution des denrées alimentaires, l'industrie de l'électroménager, l'ensemble des banques sont ainsi nationalisés.

Dès la moindre opposition patronale, les ouvriers occupent les usines pour exiger le passage au secteur nationalisé. De leur côté, les paysans s'installent sur les terres pour constituer des exploitations dirigées par des conseils. Ce n'est plus la réforme agraire : on assiste à l'appropriation collective des terres dans la campagne chilienne. La bourgeoisie comprend alors que son expropriation était



Un conseil paysan : des délégués du gouvernement s'expliquent avec les paysans impatients d'obtenir les résultats de la réforme agraire.

► en cours avant même la conquête totale du pouvoir par les travailleurs. Une premier affrontement a lieu : les parlementaires de l'opposition votent une nouvelle réforme de la Constitution destinée à préserver la structure capitaliste du pays (mars 1972).

La mobilisation réactionnaire

Une nouvelle tentative de putsch est alors déjouée par le haut-commandement des forces armées. Plusieurs hauts officiers sont arrêtés ainsi que des civils appartenant au groupe fasciste Patrie et liberté. Cette tentative, comme les précédentes, échoue, le haut-commandement des forces armées maintenant sa loyauté envers le gouvernement. Mais les partis de l'Unité populaire n'ont pas la possibilité de contrôler les processus en cours à l'intérieur des institutions militaires.

Désormais le conflit prend un caractère aigu. L'unité des partis de l'opposition, des syndicats patronaux, des ordres professionnels se consolide. Le Parlement prend sans cesse des initiatives visant à bloquer l'action du gouvernement. Les bases sociales de l'opposition descendent dans la rue.

La situation économique se dégrade. L'impérialisme oppose son veto aux prêts sollicités par le gouvernement chilien auprès des institutions financières internationales. Les bateaux trans-

portant le cuivre chilien restent bloqués dans les ports, par arrêt des tribunaux saisis par les compagnies multinationales, qui exigent des compensations pour les mines nationalisées. Les commandes de pièces de rechange restent bloquées aux Etats-Unis, pays d'origine des machines utilisées dans l'industrie nationale.

Pendant ce temps, les dollars fournis par les services secrets de Washington organisent le marché noir, créent une pénurie des produits de première nécessité, et financent des grèves, comme celle des camionneurs en octobre 1972.

Les travailleurs chiliens répondent à cette offensive de la bourgeoisie en développant de nouvelles organisations pour faire face à l'agression réactionnaire. Ainsi naissent les Cordons industriels, les Commandos communaux, les JAP². Les exploités, avec la classe ou-

vière à leur tête, cherchent ainsi à s'assurer non seulement le contrôle des moyens de production mais également celui du territoire.

Pourtant l'Unité populaire choisit une autre voie. Pour arrêter la grève déclenchée par les camionneurs, le gouvernement fait appel aux forces armées. Les commandants en chef sont nommés ministres et sont censés garantir le déroulement normal des élections législatives de mars 1973. L'opposition accepte le compromis proposé par l'Unité populaire, dans l'espoir d'obtenir deux tiers des sièges, ce qui lui permettrait de démissionner constitutionnellement le gouvernement.

Malgré la dégradation extrême de la situation politique et sociale, l'Unité populaire obtient 44 % des voix, le dernier recours légal pour l'opposition dispa-

raissant du même coup. La bourgeoisie chilienne et l'impérialisme cherchent alors à résoudre le problème par le biais du haut-commandement des forces armées. Un nouveau coup d'Etat est organisé. Mal coordonnée, l'opération doit être ajournée. Le 29 juin, un régiment de blindés fait irruption dans les rues de Santiago, encercle et prend d'assaut le Palais du gouvernement. La conspiration avait été dévoilée et, une nouvelle fois, le commandant en chef de l'armée de terre soumet les insurgés. A ses côtés, le général Augusto Pinochet aide à les maîtriser.

La solution finale

Le soir même, devant le Palais présidentiel criblé

d'impacts de blindés, Allende fait l'éloge du caractère professionnel des forces armées et s'engage à continuer de respecter la Constitution, refusant aussi toute initiative qui tendrait à créer une armée parallèle.

Selon Joan Garcés, conseiller personnel de Salvador Allende, « *Le putsch de ce jour, bien qu'avorté, éveille chez les masses un réflexe d'autodéfense. Il se produit de façon instinctive un phénomène collectif qui ne demande pas et n'attend pas de directives des partis politiques ou des gouvernements. Hautement mobilisés, les travailleurs se rendent compte que leurs conquêtes sociales présentes et à venir se trouvent grandement menacées par une contre-révolution qui, pour la première fois, a fait sortir les tanks dans la rue et a tué de pacifiques citoyens. A partir de ce moment, certains secteurs de la classe ouvrière s'efforcèrent de créer une force militaire propre pour défendre leurs intérêts de classe.* »

Les généraux constitutionnalistes ne sont plus suivis par les forces armées : sous la pression de la mobilisation que l'opposition lance contre eux, devant les hésitations du gouvernement qui refuse de prendre des mesures contre les conspirateurs, isolés au sein du corps d'officiers, un à un ils démissionnent. Les conspirateurs occupent alors les postes qui vont permettre de mettre fin aux angoisses de la bourgeoisie. Insensibles aux changements de la situation, Al-

lende et l'Unité populaire proposent le dialogue avec la Démocratie chrétienne pour résoudre l'affrontement latent.

C'est l'orientation que suit le gouvernement entre juin et juillet 1973. Inévitable, les événements suivent un autre cours. Certes, la Démocratie chrétienne dialogue, non pour arriver à un accord, mais pour tromper ses interlocuteurs. En juillet, une nouvelle offensive de masse est déclenchée : camionneurs, ordres professionnels, commerçants, femmes de la bourgeoisie avec leurs « casseroles vides » préparent le terrain à la solution finale.

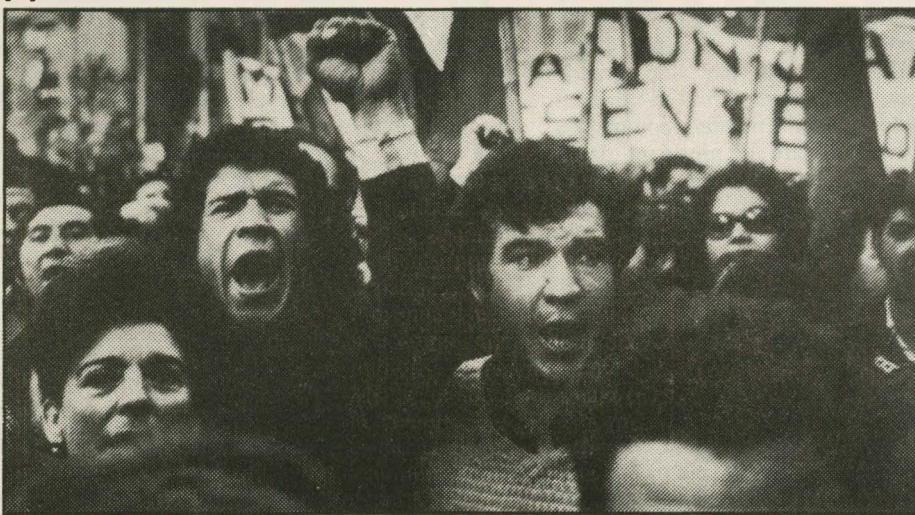
Cette fois, il n'y a plus de place pour la négociation. Aucune mesure n'est prise, malgré les symptômes évidents, pour arrêter la conspiration au sein des forces armées. Plusieurs centaines de soldats et un grand nombre d'officiers refusent d'utiliser leurs armes contre les travailleurs. Mais isolés et de ce fait impuissants, ils seront exécutés.

Le coup d'Etat a lieu le mardi 11 septembre. Et ce n'est nullement une coïncidence si juste la semaine précédente les travailleurs de Sumar — usine de textile — s'étaient opposés, armes à la main, à la perquisition de leur lieu de travail par les forces armées. Insrites dans la loi sur le contrôle des armes, les perquisitions font en effet partie de la préparation du coup d'Etat, les forces armées cherchant à démoraliser les travailleurs. Les conspirateurs comprennent que la généralisation de cet exemple peut donner la direction à suivre à tous les exploités et notamment à ceux qui, à l'intérieur des forces armées, s'opposent à un coup d'Etat.

Le 11, à 12 h 15, l'aviation bombarde le Palais présidentiel où Salvador Allende trouve la mort. L'expérience de l'Unité populaire touche à sa fin. La direction des partis de l'Unité populaire s'efface sur la pointe des pieds, considérant qu'on ne peut offrir une réelle résistance aux forces armées sans préparation. Les organisations de masse, contrôlées par les militants de ces partis, restent paralysées. Pour les travailleurs, pour l'ensemble des exploités, la tragédie ne fait que commencer. Elle a déjà duré treize ans.

J. Suarez

1. Plus haute instance gouvernementale en matière de sécurité aux Etats-Unis, présidée par Henri Kissinger.
2. Organisations destinées à contrôler la distribution et le prix des produits de consommation courante.
3. Allende et l'expérience chilienne, FNSP.



BENAZIR, NOUVELLE CORY ?

Le régime du général Zia Ul Haq est en proie à des difficultés croissantes. Benazir Bhutto catalyse les espoirs du changement. Est-ce suffisant pour parler d'un syndrome philippin ?

Apparemment, l'analogie peut tenir. Des dictateurs qui deviennent gênants parce qu'incapables de faire face au mouvement de masse ; une montée populaire que n'endigue pas la répression ; et surtout, la personnalité charismatique de deux femmes, toutes deux personnellement touchées par la dictature, adulées par les foules, symbole au féminin de l'image toujours payante de David contre Goliath.

Alors, Benazir Bhutto est-elle la nouvelle Cory Aquino ? Le Pakistan sera-t-il, après Haïti et les Philippines, la prochaine conquête de la « démocra-

tie » portée sur les fonds baptismaux par l'Oncle Sam ? Les choses sont tout de même un peu plus compliquées.

Dictature ébranlée

Porté au pouvoir par un coup d'Etat militaire en 1977, le dictateur Zia Ul Haq est en proie à des difficultés croissantes depuis 1983. La montée des luttes populaires l'ont obligé à un certain nombre de concessions. Loin de désamorcer les manifestations, celles-ci sont apparues comme autant de faiblesses et ont ren-



Benazir Bhutto, fille de l'ancien Premier ministre Ali Bhutto, exécuté par Zia en 1979, dirige la principale force d'opposition.

forcé le mouvement de masse.

Le 30 décembre 1985, la loi martiale était ainsi levée et la première grève générale politique depuis 1977 éclatait dans un quartier ouvrier de Karachi. Le 10 avril 1986, Benazir Bhutto, fille de l'ancien Premier ministre Ali Bhutto, exécuté par Zia en 1979, dirigeante comme son père de la principale force d'opposition, le Parti populaire du Pakistan (PPP), rentrait d'exil.

L'accueil populaire fut impressionnant. Durant toute sa tournée de meetings, des foules immenses l'acclamèrent. Un million de personnes à Lahore,

deux cent cinquante mille à Peshawar, deux millions à Karachi, principal centre industriel du pays. Benazir devint le catalyseur de la haine qu'inspire le régime.

Forte de cet appui, Benazir Bhutto entend bien faire comprendre aux Etats-Unis qu'ils ont tout intérêt à lâcher Zia avant qu'il ne soit trop tard, comme ils l'ont fait pour Marcos. Le PPP est prêt à donner toutes les garanties au protecteur américain. Son programme en matière de revendications sociales est des plus flous et des plus modérés. Benazir Bhutto multiplie les ouvertures à l'intention des militaires. De même, elle rassure les USA quant à sa position vis-à-vis de futures négociations américano-soviétiques sur l'Afghanistan.

draît plusieurs jours pour arriver à l'entrée du golfe. Si ces bateaux étaient basés à Karachi, la distance et le temps de déploiement seraient considérablement réduits. De plus, l'armée pakistanaise pourrait servir de force de remplacement pour se battre dans le golfe. » On ne saurait être plus précis. Benazir serait-elle à même de donner ces avantages ? Washington n'en est pas certain.

Dans ces conditions, les Etats-Unis n'ont nullement l'intention de refaire une opération Marcos avec Zia. Il est vrai que ce dernier est moins voyant, moins gênant. Il n'a pas cette odeur de corruption qu'avait le couple Marcos. Et surtout, la mobilisation n'impose pas la même opération.

Il n'existe pas de mouvement communiste ni de guérilla au Pakistan. Aux Philippines, entre le danger que pouvait représenter la Nouvelle Armée du peuple (NAP) et Corazon Aquino, Reagan n'a pas trop hésité.

Le mois dernier, effrayé par l'ampleur qu'avaient prise les manifestations de soutien à Benazir, le régime avait décidé l'interdiction de toute démonstration de rue et arrêté les principaux dirigeants du PPP, dont Benazir elle-même. Des affrontements importants eurent lieu à Karachi et dans les villes importantes de province, faisant des dizaines de morts. Mais le mouvement semble maintenant dans une attitude d'expectative.

La situation actuelle ne peut toutefois durer, pour le mouvement populaire comme pour l'armée qui voit d'un mauvais œil le processus actuel. Zia va-t-il être obligé d'amorcer un processus d'ouverture ? Ou bien, sous la pression des forces armées, va-t-on assister au retour de la loi martiale ? Les mois qui viennent fourniront sans doute la réponse.

Ariane Merri

PASQUA FAIT ECOLE

Devinez à qui les nouveaux maîtres du pouvoir à Port-au-Prince ont fait appel pour former leur police ? A Pasqua ! Mais les flics haïtiens n'ont plus grand-chose à apprendre.

Pourquoi, au mois de juin, deux officiers français de haut rang ont-ils accompagné à Haïti Michel Aurillac, le ministre de la Coopération ? Pourquoi ont-ils été reçus par le sinistre colonel Regala, ministre de l'Intérieur et de la Défense, et bras droit du général Namphy, le président du Conseil national de gouvernement ? Le 26 août, la lettre quotidienne de l'Expansion donnait en quelques mots la clé de l'énigme : « Paris a proposé au général Namphy de former la police haïtienne. »

Sans doute le gouvernement français se justifiait-il en expliquant qu'il s'agit pour lui d'aider une nouvelle « démocratie » à se renforcer. Les Etats-Unis, qui s'occupent, eux, de l'armée haïtienne, emploient le même type d'ar-

gument. Ils ont décidé, le 7 août, de consacrer une première somme de quatre millions de dollars à équiper et entraîner l'armée haïtienne. La réaction fut vive à Port-au-Prince.

Lorsque le secrétaire d'Etat, George Schultz y arriva, le 15 août, il fut accueilli par une grande manifestation anti-impérialiste. En effet, comme l'a déclaré le président de la Ligue haïtienne des anciens prisonniers, « entraîner l'armée sera seulement systématiser les forces répressives de telle sorte qu'elles puissent tenir le pays à la gorge ».

On pourrait employer les mêmes mots pour ce qui est de l'entraînement de la police. Car elle n'a pas changé d'attitude depuis le départ

de Duvalier. Et le régime haïtien est bien loin d'être « démocratique ». Au mois d'août, le Centre haïtien de défense des libertés publiques a présenté un rapport éloquent à ce sujet. On y apprend que « quantité de citoyens sont arrêtés sans mandat judiciaire, détenus illégalement, battus puis relâchés sans charge ni explication ». De même y est révélé que le 24 avril, lors d'une manifestation devant une usine en grève, « la police fit feu sur les cables électriques à haute-tension se trouvant au-dessus de la foule », tuant trois ouvrières, et que le 5 juin, la police tire à nouveau sur une manifestation. La liste pourrait être longue. Que le gouvernement Chirac se rassure : la police haïtienne n'a pas grand-chose à apprendre.

Arthur Mahon

Un allié stratégique

Est-ce suffisant pour Reagan ? Pas sûr. Le Pakistan est un des plus sûrs alliés des Etats-Unis dans une région où ils commencent à faire cruellement défaut, depuis le renversement du Shah d'Iran en 1979. Le général Zia a autorisé l'utilisation des bases pakistanaises par les avions de surveillance américains. Après Israël, le Pakistan occupe le deuxième rang des bénéficiaires de l'aide militaire yankee. Les facilités navales et aériennes offertes par Zia représentent un budget de quatorze milliards de dollars pour le Pentagone.

La position géographique du Pakistan est en effet stratégique par rapport au golfe Persique. Un des membres du Département d'Etat américain faisait d'ailleurs remarquer après la crise iranienne : « Les Etats-Unis sont actuellement en train de mettre en place une force d'intervention rapide (FAR) pour protéger l'accès occidental au pétrole (...) Les projets actuels de la FAR nécessitent l'installation de blindés dans des barges de débarquement à qui il faut

Il n'y a pas qu'en France que l'on parle de montée du racisme et de la xénophobie. Marquée par le même contexte économique et social, toute l'Europe est touchée. Et l'extrême droite y trouve une nouvelle jeunesse.

Si les divisions émaillent l'histoire de l'extrême droite européenne et interdisent la constitution d'une organisation porteuse d'une stratégie unifiée, il n'a jamais manqué de tentatives de coordination de l'action des nostalgiques du III^e Reich.

Au centre de toutes les provocations

Incontestablement, la plus réussie de ces tentatives fut l'agence Aginter. Bénéficiant du soutien politique du dictateur portugais Salazar et de l'appui logistique de sa police politique, dirigée par Stefano delle

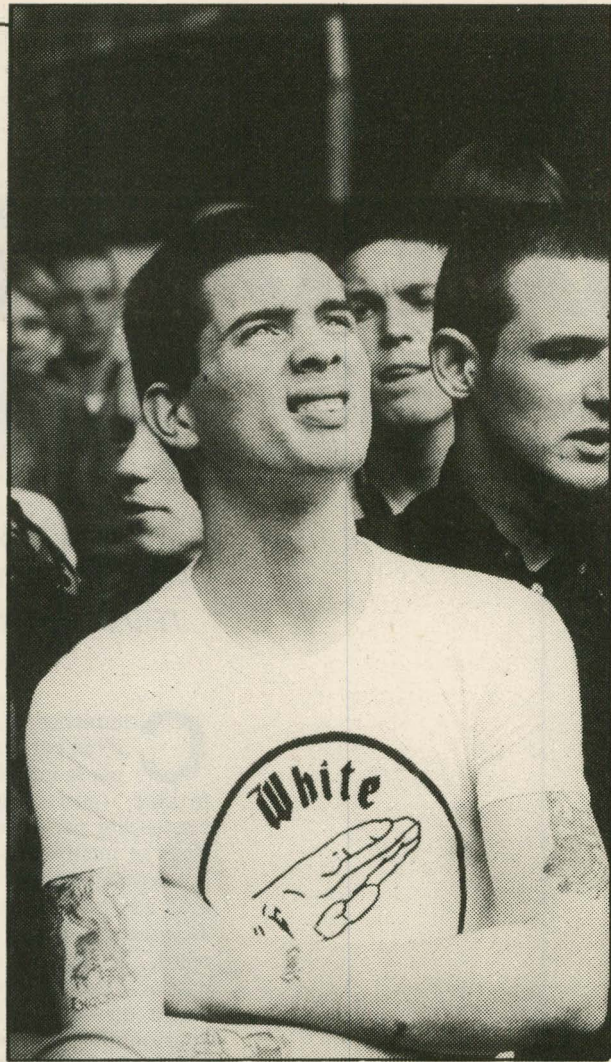
néo-nazis. Le Vlaamse Militanten Orde (VMO) entretient par exemple d'étroites relations avec le groupe Hoffman en RFA et avec l'ex-FANE dirigée en France par Marc Fredrikssen. Les liens ne se limitent pas à un échange d'orateurs et nombreux sont les services échangés, du trafic d'armes à la planque de militants recherchés. La presse belge a, de surcroît, révélé récemment l'existence d'une infiltration néo-nazie dans l'armée, la police et la gendarmerie d'outre-Quévrain.

On aurait tort de ne voir derrière ces activités qu'un regroupement de nostalgiques du mouvement rexiste — qui regroupait les colla-

invita d'ailleurs le maître dans sa bourgade, s'honorant pour l'occasion d'accueillir « l'incarnation de la défense, non seulement des Français, mais de l'Occident tout entier ». Les résultats n'incitèrent guère son parti à le désavouer, ses scores étant largement supérieurs, dans sa circonscription, à ceux du premier de la liste PRL.

« Tradition helvétique »

A lui seul, le cas de la Suisse est tout aussi révélateur des menaces qui apparaissent sur le vieux continent. La spécificité du système politique y permet en



L'EXTREME DROITE EN EUROPE

PERIL SANS FRONTIERE

Chiare, un ancien membre du parti néo-fasciste italien, et par Yves Guérin-Sérac, un ancien de l'OAS, elle fut au centre de toutes les provocations, au long des années soixante et soixante-dix. On retrouve ainsi sa trace dans les actions des Guérilleros du Christ-roi en Espagne, ou dans l'organisation d'une « stratégie de la tension » responsable en Italie de quelque cent cinquante victimes. En France, l'organisation entretenait des liens privilégiés avec le Mouvement jeune révolution, refuge d'anciens OAS, et dirigée par Pierre Sergent et Jean-Pierre Stirbois, qui siègent aujourd'hui sur les bancs du Front national à l'Assemblée.

Mise en veilleuse après la Révolution des œillets, en 1974, l'agence ne disparut pas pour autant. Résidant probablement en Amérique latine, Stefano delle Chiare est ainsi soupçonné d'être l'un des cerveaux de l'attentat contre la gare de Bologne qui, le 2 août 1980, fit quatre-vingt-cinq morts et plus de deux cents blessés.

La plaque tournante belge

Depuis cette époque, bien des choses ont changé. C'est aujourd'hui l'extrême droite belge qui joue un rôle central dans la coordination entre divers groupes

borateurs belges de l'occupant hitlérien — dont l'existence est annuellement rappelée par le rassemblement de Dixmude. Comme dans le reste de l'Europe, la crise économique et la faillite des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier constituent un terreau fertile à l'apparition d'un courant raciste et xénophobe.

Un Le Pen wallon

Aux dernières élections législatives, les huit listes d'extrême droite ont ainsi totalisé entre 11 et 12 % des suffrages. Formation la plus importante en Flandre, le Vlaamse Blok, dont les liens avec le VMO sont notoires, a mené une campagne sans ambiguïtés pour l'expulsion des immigrés, l'amnistie des anciens collaborateurs et l'autonomie totale de la Flandre.

L'exemple français suscite en outre bien des espérances chez une série de notables. Aux élections européennes de 1984, on a, par exemple, vu le bourgmestre d'une commune de la banlieue bruxelloise, Roger Nols, membre d'un petit parti bourgeois, le Parti républicain libéral, mener campagne pour « la grande lessive, de printemps ». Ce qui lui valut le surnom de « Le Pen belge ». Le disciple

effet à l'extrême droite de mener régulièrement des campagnes en faveur de référendums visant à obtenir l'expulsion des travailleurs étrangers. Comme ici, ces derniers sont considérés comme autant de responsables de la « perversion de la spécificité de la tradition helvétique ».

Si ce courant raciste et anticommuniste se déclare officiellement favorable au maintien des structures politiques du pays, c'est sans doute parce qu'il est parvenu à s'y faire largement représenter. L'Action nationale, qui disposait déjà de quatre des deux cents sièges du Conseil national (la chambre basse du Parlement fédéral) vient par exemple d'effectuer une entrée fracassante au conseil municipal de Lausanne, obtenant seize sièges sur cent, au scrutin d'octobre dernier. Son organisation sœur de Genève, Vigilance, est, pour sa part, passée de 7,89 % aux cantonales de 1981 à 18 % aux municipales.

Autant de progressions qui se réalisent au détriment des partis de gauche et se font particulièrement sentir dans les quartiers populaires. Dans ce pays aussi, l'« effet Le Pen » a joué un rôle de catalyseur dans une situation de crise accentuée de l'économie nationale qui permet de désigner l'émigré

gration méditerranéenne comme responsable de tous les maux.

L'exemple du Duce

On ne saurait tracer un panorama de l'extrême droite européenne sans donner toute sa place au Mouvement social italien (MSI). Nul n'ignore que cette vieille formation se revendiquant de la tradition mussolinienne représente l'inspirateur du Front national. Au point que les deux partis disposent du même sigle : la flamme tricolore.

Longtemps exclu de « l'arc constitutionnel » formé par les organisations parlementaires de la Péninsule, du PCI à la Démocratie chrétienne, le MSI est progressivement sorti du ghetto. Il a adopté une stratégie de la « double voie ».

D'un côté, il abandonne les discours d'antan contre la démocratie et se revendique d'une République présidentielle à la française. Au point que certains ont parlé d'une évolution gaulliste du parti. Pourtant, souterrainement, le MSI continue à offrir asile et protection aux terroristes de l'ordre noir. C'est notamment de ses sections étudiantes que sont sortis bon nombre des éléments acti-

vistes, ceux qui se manifestent régulièrement en recourant à d'odieux attentats aveugles. Reste qu'avec 6 à 7 % du corps électoral, 42 députés, 18 sénateurs, 49 conseillers régionaux et près de 1 500 conseillers municipaux, le MSI est aujourd'hui la quatrième force politique du pays. Et qu'il ne manque pas une occasion de faire profiter ses amis européens de son expérience.

On ne peut encore, à propos de tous ces mouvements, parler de réelle stratégie unifiée. Mais le Front national, profitant de ses derniers succès, cherche à jouer un rôle moteur dans le regroupement des mouvements dispersés. Les voyages et initiatives de Le Pen en Grèce, en Suisse, en Belgique et en Italie démontrent une volonté d'hégémoniser l'extrême droite européenne. L'un de ses principaux succès aura, de ce point de vue, été la constitution du groupe des droites européennes au Parlement de Strasbourg. Cette fédération de l'EPEN grec, de Fuerza nueva d'Espagne, du MSI et du FN permet d'ores et déjà un renforcement du lien de ces mouvements avec les courants contre-révolutionnaires d'Afrique du Sud, du Nicaragua, du Liban et même, des Etats-Unis.

Roger Sonnevile

DECOUVERTES ET RETROUVAILLES

Avalanche de nouveaux titres cet automne en librairie. Promesse de découvertes, mais aussi de retrouvailles, mélange de nouveaux plaisirs et de délices familiers.

Commençons aujourd'hui par le dessert, par la futilité, par la frivolité (encore que ? !), c'est-à-dire par les romans. Pour se mettre en appétit : le dernier Modiano. On avait adoré ses autres livres. *Dimanches d'août* (Gallimard, 72 francs) les dépasse tous. Certains y voient du vent, un soufflé boursoufflé qui retombe, une snobe imposture.

Mais ce vent est doux, cette histoire pleine de trous est fine comme de la dentelle, et les dialogues atteignent la perfection. L'énigme du diamant (il s'appelle joliment « la croix du Sud »), porté par la mystérieuse Sylvia, nous emporte à Nice où il pleut, et on s'y laisse bercer par ces jeux de mémoire, où tout est étrangement décalé, en porte-à-faux : « *La pluie sur la promenade des Anglais, sur les palmiers et les immeubles clairs laissait au cœur un sentiment de tristesse. Elle imbibait les murs, et bientôt le décor d'opérette et les couleurs de pâtisserie seraient complètement détrempés.* »

Jeux de mémoire aussi, ceux de Pascal Quignard dans son dernier roman : *le Salon du Wurtemberg* (Gallimard, 85 francs). On sait que l'auteur pourrait presque déjà incarner à lui tout seul un personnage de roman. En effet, quoique très jeune, il possède, paraît-il, une érudition de vieux monsieur, et bien qu'il joue aussi du violoncelle, il a déjà écrit un curieux essai sur Sader-Masoch, et un roman très remarqué, il y a un an ou deux ans : *les Tablettes de buis d'Apronia Avitia*, sorte d'agenda d'une romaine du IV^e siècle.

Cette fois, l'auteur poussant la méticulosité descriptive parfois jusqu'à l'excès, fait plonger Chenogne, son héros, dans les mensonges du souvenir. Pourquoi nos souvenirs sont-ils si souvent faux ? Que cherchons-nous ainsi à dissimuler, à recréer ? Voilà ce qui agite ce roman, peut-être trop raffiné, trop précieux. Comme on dit sans sourire : Quignard est un nom dont on entendra parler !



Le meilleur, la découverte, *Regardez-moi*, le roman de l'Anglaise Anita Brookner. Un livre fin et subtil où les amateurs du brouillard londonien ne seront pas déçus.

A signaler aussi : le *Grotius* de Rafaël Pividal (Grasset, 95 francs), récit effrayant de l'itinéraire d'un prof pas particulièrement convaincu de l'intérêt ou de la nécessité d'enseigner, « *triste par nature et gai par culture* », et qui, toute sa vie, accumulera fiches, observations et notations, en vue d'une grande œuvre qui ne verra jamais le jour ! C'est drôle et c'est bien envoyé.

Impossible de résister au bon sens (soit dit en passant absolument terrorisant !) de *Grotius*. Ainsi : « *Grotius ne daignait pas être écrivain, il en avait la capacité (tout le monde publiait son petit roman chaque année), mais il préférait un travail bien fait. Pour lui, mieux valait consacrer quarante ans de sa vie à Spinoza, ce philosophe hollandais, qu'écrire trois pages de fiction. La fiction, disait une partie de*

son cerveau, c'est bon si c'est génial, tout le reste est littérature de gare, bonne pour la poubelle. »

Enfin, voici le meilleur, la découverte (aux éditions justement du même nom), le premier roman traduit en français de l'anglaise Anita Brookner, sous le titre *Regardez-moi* (Editions La Découverte, 89 francs). La trame en est très simple : une bibliothécaire sage, seule et réservée, vivant dans l'immense, baroque et sinistre appartement que lui a laissé sa vieille mère à sa mort, tombe sous le charme d'un couple à qui tout réussit. Fascinée par leur faculté à maîtriser la vie, à y être heureux, insouciant, triomphants, elle les contemple, les guette, les mange du regard, s'imprègne de leurs gestes, de leurs rires. Quand ils l'adoptent et en font leur amie, elle

n'ose pas croire à sa chance, à la félicité d'avoir été choisie.

Mais l'histoire tourne au vinaigre. L'amertume, la méchanceté percent sous la gentillesse possessive de ceux qu'elle admirait, et qui se lassent d'elle au fur et à mesure qu'elle se transforme, s'épanouit, reprend goût à l'existence.

Ce livre est extraordinaire : fin, subtil, bouleversant. Sa retenue impressionne. Dans ce monstrueux et banal jeu du chat et de la souris, les coups reçus par la bibliothécaire

voici les essais de la rentrée.

D'abord, vous le savez, vous l'avez lu, vous le verrez, partout, ce mois-ci, c'est l'automne Foucault. Paraissent en même temps en septembre un essai de Gilles Deleuze sobrement appelé *Foucault*, aux éditions de Minuit, et un numéro spécial de la revue *Critique*. Sont également prévus : *Foucault ou le nihilisme de la chaire*, de Merquior, aux éditions des PUF, et *Michel Foucault ou la liberté de savoir*, également aux PUF. Bref, un Foucault mangé à toutes les

nous font mal, nous font des bleus. En même temps, le redoutable humour dont fait preuve ce personnage qui souffre affreusement, un humour froid, cinglant, très britannique, nous émerveille.

A conseiller vraiment. C'est sûrement le moins prétentieux, le plus humain, le plus sensible roman de la rentrée. Les amateurs d'atmosphères londoniennes seront également aux anges : c'est plein de boiseries, de tasses de thé, de parcs humides et glacés...

Et puis, très attendu : *la Vérité sur la cas Savolta*, un polar de Eduardo Mendoza dont on dit qu'il est merveilleux, et se passe à Barcelone dans les milieux anarchistes, vers 1917.

Un peu en vrac maintenant, car goinfres de dessert, il reste peu de place pour les choses sérieuses,

sautes, et il paraît que ce n'est pas fini.

A se mettre également sous la dent quelques essais historiques : *l'Usurier et le Purgatoire* de Jacques Le Goff, le tome II de *l'Identité de la France* de Braudel, intitulé *les Hommes et les Choses*, et le troisième tome du *De Gaulle* de Lacouture (en octobre, au Seuil). Ceux qui aiment la série « La vie quotidienne » de Hachette choisiront peut-être *la Vie quotidienne des anarchistes* de André Nataf.

Evitera-t-on le *Parti des patrons*, une histoire du CNPF, concoctée par Henri Weber, pour les éditions du Seuil ? Et préférera-t-on *Somme-nous maintenant en danger de guerre nucléaire*, de David Rousset (chez Ramsay) ?

On verra, on verra ! Et surtout, on en reparlera.

Sophie Gouskett

Tous les livres dont parle « Rouge », et bien d'autres, sont bien entendu disponibles à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75 011 Paris. M^o Nation.

REVOILA LES INTELLOS

Les intellectuels en France, de P. Ory et J.-F. Sirinelli

Chaque conjoncture politique voit resurgir le débat sur le rôle des intellectuels. La fin des années soixante-dix fut ainsi marquée par la « nouvelle-philosophie », caractéristique de l'évolution à droite d'une série d'anciens marxistes ou maoïstes. En 1982, s'engagea, dans les colonnes du *Monde*, une polémique sur le « silence des intellectuels ». Le retour de la droite devait inévitablement reposer le problème. L'ouvrage de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les Intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, en est l'une des manifestations.

Le glissement à droite actuel de l'opinion ne se limite pas à un mouvement de l'électorat. La crise économique, la faillite des projets respectifs du PS et du PCF, le recul des espérances socialistes à l'échelle internationale en constituent la toile de fond. Et ce que l'on a coutume de nommer « le mouvement des idées » s'en fait le reflet. Il n'est plus de bon ton de faire référence à Marx. Sartre et Foucault sont regardés avec condescendance tandis que Kant, Benjamin Constant, voire même Bonald et Joseph de Maistre sont exaltés.

Là ne s'arrête toutefois pas la tendance actuelle. On voit aujourd'hui contester jusqu'aux valeurs de la Ré-

volution française. Au nom du libéralisme, on en revient insidieusement au « Travail, Famille, Patrie » de sinistre mémoire. Même la gauche « branchée » s'en avise. Avec un effarement qui n'a d'égal que son aveulement d'hier, Jean Daniel écrit par exemple dans le *Nouvel-Observateur* du 15 août : « Je m'avise que plus j'oublie la gauche, plus la droite se rappelle à moi. Que la fin de la guerre civile verbale qui divise les Français n'est perçue par certains à droite que comme le commencement de leur règne. Que les armes que nous remisons au vestiaire le jour nous sont dévorées la nuit pour être retournées contre nous. Que notre révisionnisme œcuménique se transforme en dogme chez les adversaires. Et que le balancier un instant affolé se fixe soudain à l'extrême droite comme aimanté par le repentir satisfait. »

Un des mérites de l'ouvrage d'Ory et Sirinelli, c'est qu'il retrace, dans une perspective historique, les grands mouvements qui agitent l'intelligentsia. De l'affaire Dreyfus à la régression vichyste, des Trente Glorieuses à l'éclosion soixante-huitarde, il fourmille d'informations indispensables à la connaissance de l'histoire politique du pays. Il prouve en tout cas fort bien que le positionnement des intellectuels ne fait, au bout du compte, que

réfracter le rapport de forces entre les classes fondamentales de la société. Ainsi, de l'affaire Dreyfus à la Première Guerre mondiale, la droite, voire l'extrême droite, dominèrent largement le monde des clercs. Il fallut attendre la poussée prolétarienne des années trente et surtout, la Libération, pour assister à l'engagement massif des intellectuels dans le « camp du progrès », souvent assimilé d'ailleurs à l'URSS et au Parti communiste. La dépression économique et le reflux social des dix dernières années engendrèrent à l'inverse une foule de détracteurs de la pensée progressiste.

Le travail des deux universitaires n'est certes pas exempt de défauts. Leur définition vague de l'intelligentsia se traduit par des approximations dommageables à l'analyse. De même, il s'avère regrettable qu'Ory et Sirinelli se soient refusés à resituer clairement le mouvement des idées dans son contexte politique et social. Il n'en demeure pas moins qu'après tant d'essais inconsistants, leur ouvrage représente une première et courageuse tentative de synthèse historique.

Christian Picquet

Les Intellectuels de l'affaire Dreyfus à nos jours, de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli. Editions Armand Colin. 88 francs.

CINEMA

□ **LA COULEUR POUR-PRE**, de Steven Spielberg. Lorsque Spielberg, champion du box office du cinéma mondial avec des films tels que *les Dents de la mer* ou *E.T.* se mêla d'adapter le roman d'Alice Walker qui raconte, de 1908 à 1937, l'histoire d'une femme noire américaine, tout le monde l'attendait au tournant. Ce « surdoué » du cinéma « adolescent » serait-il capable de prendre le virage du cinéma adulte ? Que pouvait faire un Blanc d'un film entièrement consacré aux Noirs et entièrement joué par des Noirs ? Le précédent célèbre de King Vidor, *Hallelujah* (1929), avait été mal accueilli par la critique progressiste qui voyait dans la présentation des Noirs des hommes et

femmes puérils, superstitieux, naïfs, jouisseurs...

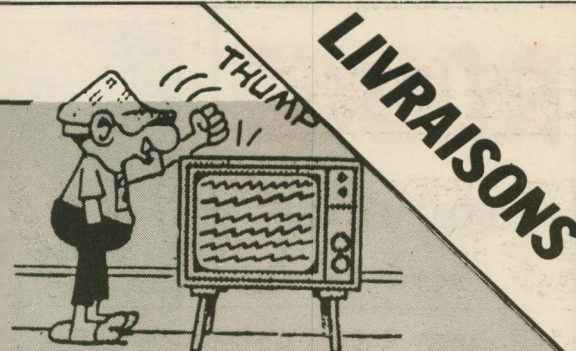
Tout cela est encore présent dans le film de Spielberg. Cette présence est la rançon d'une absence, celle du contexte : misère jamais montrée ; esclavage pas si éloigné que cela ; religiosité dévoyée par les maitres ou les charlatans. C'est toujours le risque que l'on prend en voulant filmer les choses telles qu'elles sont (ou telles que, de l'avis commun, elles sont) sans jamais expliquer le pourquoi et le comment de ces choses. Le problème de la violence et de la sauvagerie « noires », c'est d'abord le problème de la violence blanche. Spielberg sait faire des films, mais ça, il ne le sait pas. La violence ne semble être là que pour rendre la réconciliation possible. C'est un film « chrétien » au mauvais sens du terme.

LIVRES

□ **LES INSTITS**, Nicole Gauthier, Catherine Guigon, Maurice-A. Guilot. Selon la méthode inaugurée par Hamon et Rotman (*Tant qu'il y aura des profs*), mais avec un regard plus positif. Les auteurs se sont transformés en enquêteurs pour ausculter « les instits ». Cela donne un ouvrage sans complaisance, mais débarrassé de toute intention démonstrative. On préfère.

Dans un style vivant, le livre présente l'évolution sociologique du milieu : sept instituteurs sur dix sont des institutrices, le métier est désacralisé. La pratique pédagogique, les rapports avec les parents ou les difficultés du SNI n'échappent pas à l'étude.

Un livre utile, pas seulement aux instits.



☆ **Samedi 20 h 35 (FR 3).** Retour du « Disney Channel » avec (vers 20 h 40) une rareté datant de 1935 : *le Lièvre et la Tortue*.

☆ **Dimanche 20 h 35 (TF 1).** *Fort Bravo*, western de John Sturges avec W. Holden et E. Parker. Un bon sujet traité avec autorité et culminant dans un spectaculaire guet-apens indien.

22 h 30 (FR 3). *Fantomas*, de Paul Fejos. Réalisé en 1932 d'après l'œuvre de Souvestre et Allain (ou plutôt d'après l'un des nombreux épisodes de leur saga criminelle), il s'agit de la première (et de la meilleure) version parlante des aventures du plus grand génie du crime des années 1900.

☆ **Lundi 14 h 45 (TF 1).** *Le Médaillon*, de John Brahm avec R. Mitchum et L. Day. Réalisé par un bon (mais méconnu) second couteau hollywoodien, ce film, tourné en 1946, fut réalisé entre les deux chefs-d'œuvre de Brahm : *Hangover Square* (1945) et surtout *The Brasher Doubloon* (1947) d'après la *Grande Fenêtre* de R. Chandler... C'est dire la curiosité qui devrait vous tenter lundi après-midi. Au fait, aimez-vous Brahm ?

17 h 45 (FR 3). Dans « *Calibre* », le petit hebdo du polar, un portrait de l'ami Jean-François Vilar. Qu'on se le dise !

20 h 30 (TF 1). *Un Moment d'égarement* de C. Berri avec J.-P. Marielle et V. Lanoux. Le metteur en images de *Jean de Florette* avait réalisé il y a dix ans ce lamentable film racoleur (mais avec un budget moindre...).

☆ **Mardi 20 h 35 (A 2).** Soirée « Cinéma-Cinéma », avec *A Bout de souffle USA* de Jim MacBride, un remake du Godard qui ne s'imposait absolument pas, puis le magazine de Boujut nous promet de retrouver Alain Cavalier et Janet Leigh, avant de retrouver (le pied !) *Johnny Staccato*, le privé qui swingue aussi bien avec sa trompette qu'avec ses poings !

20 h 35 (FR 3). *La Grande Attaque du train d'or*, de M. Crichton avec S. Connery et D. Sutherland. Petit film divertissant et pas trop ambitieux...

☆ **Jeudi 20 h 35 (FR 3)** *Blow Up* de Michelangelo Antonioni avec D. Hemmings, V. Redgrave et S. Miles. Fascinant film sur l'apparence et ses limites ; la réalité brute captée par le photographe amène un glissement indéterminé vers l'ambiguïté et l'obscur avant de déboucher l'inexprimable. Moins envoûtant peut-être que ses films antérieurs (*l'Eclipse*, *le Désert rouge* entre autres...) mais plus destiné au « grand public ».

☆ **Vendredi, 23 h 00 (A 2).** *L'Enfer est à lui*, de Raoul Walsh avec James Cagney, V. Mayo et E.O'Brien. Réalisé en 1949, le film de Walsh clôt de façon quasi apocalyptique la grande époque Warner du film noir. D'une violence rugueuse éclatant à partir d'une intrigue qui mêle l'œdipe névrotique d'un tueur psychopathe, amoureux transi de sa mère, aux ressorts traditionnels du film criminel, le film de Walsh est l'un des derniers chefs-d'œuvre des années quarante.

Michel Laszlo

PURGES

FR3. Valse de directeurs, mutations et mises au placard ; sans oublier la suppression de la seule émission (« Cinéma sans visa ») qui ouvrait la télévision française au cinéma du tiers monde...

A2. Départ de Bernard Langlois dont le contrat n'était toujours pas renouvelé après sa mise à l'écart au sein du magazine « Résistances » (Au fait avez-vous entendu le prétendu secrétaire d'Etat aux droits de l'homme protester ?)

Radio France. Menaces pesant sur Radio-France internationale (RFI) que les godillots aimeraient bien transformer en fast-food propagandiste du libéralisme avancé ; menaces sur les radios décentralisées et régionales de Radio-France... et possible remplacement de Jean-Noël Jeanneney par le très giscardien Michel Bassi à la direction de Radio-France...

Et TF1 ? TF1 ? Durant les soldes, la vente continue !

M. L.

ROUGE

SOMMAIRE

Qui provoque
les attentats ?
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

Renault-Billancourt
Provocation patronale
pages 6, 7

Santé
Main basse
sur les primes
page 8

Antiracisme
L'heure de l'action
Page 9

Courts métrages
pages 10, 11

Secteur public
Frémissement unitaire ?
page 12

Histoire d'une charte
page 13

Chili
Aux origines
d'une tragédie
pages 14, 15

Benazir,
nouvelle Cory
page 16

L'extrême droite
en Europe
page 17

La rentrée littéraire
page 18

Livraisons
page 19

☆ Hebdomadaire édité par la
société Presse-Edition-Communi-
cation SARL au capital de
70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue
de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication
et responsable de la rédaction :
Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes
groupées).

☆ Composition, impression :
Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.



A vos marques

Nous vous le disions la semaine dernière, c'est à un effort, à une mobilisation sans précédent que nous appelons chacun et chacune d'entre vous. Il s'agit de donner à notre hebdomadaire l'assise indispensable pour poursuivre l'expérience entamée voici maintenant plus de six mois. Parviendrons-nous à réussir notre pari, à faire un journal qui, sans dissimuler sa couleur et ses positions, soit un véritable journal, devienne le complément indispensable de votre information, l'instrument irremplaçable pour engager un débat dans le mouvement ouvrier et entre les forces se situant à « gauche de la gauche » ? C'est à vous qu'appartient la réponse.

Première concrétisation de la campagne que nous entendons mener au cours des trois prochains mois, le renouvellement des abonnements militants. Eh oui, nous arrivons au dernier trimestre de l'année. C'est donc l'occasion de faire démarrer la bataille sur les chapeaux de roue.

Pour nous garantir une base financière stable, il nous faut 2 500 abonnements militants. Nous avons frôlé l'objectif en avril dernier. Preuve, s'il en fallait, que l'exploit peut être réédité aujourd'hui. Il faut toutefois, pour y parvenir, que tous et toutes y mettent du leur.

Militants, sympathisants, lecteurs, c'est tout de suite que doit débiter l'effort, c'est à chaque réunion, à chaque initiative de la Ligue que doit être rappelé l'objectif de 2 500 abonnements militants. Partout, organisez des réunions de lecteurs, allez voir

vos collègues de travail, relancez les anciens abonnés, discutez avec les acheteurs occasionnels de notre presse.

Sur notre objectif, il nous faut 400 abonnements de soutien, au tarif de 200 francs pour un trimestre (400 francs pour un semestre, 800 francs pour l'année). C'est le plus dur nous disent déjà, ici et là, des militants, des diffuseurs. Il est vrai que, par ces temps d'austérité, il n'est pas si facile de déboursier

pareille somme. Pourtant, à bien y réfléchir la dépense n'est pas démesurée.

Pour celles et ceux qui le peuvent, ne s'avère-t-elle pas justifiée, dès lors qu'il faut défendre le principal organe de l'extrême gauche, de lui permettre d'être toujours plus efficace dans la diffusion des idées révolutionnaires ? Oui, 200 francs, c'est difficile. Mais c'est aussi un sacrifice qui ne sera pas inutile.

C'est un investissement pour l'avenir. C'est un gage pour notre combat commun. C'est pourquoi nous sommes convaincus qu'il se trouvera facilement, dans tout l'Hexagone, 400 militants, sympathisants, lecteurs, que leurs moyens financiers conduiront à nous apporter cette aide décisive.

Dès maintenant, la bataille s'engage. A vos marques... Prêts ? Partez !

ABONNEMENT DE SOUTIEN 3 MOIS, 200 FRANCS AVEC LA REVUE MENSUELLE CRITIQUE COMMUNISTE

Nom : Prénom :
Adresse :
Ville : Code postal :

Règlement à retourner à l'ordre de la PEC.
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

ABONNEMENT A DOMICILE

	France DOM-TOM	Etranger
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement et la Rouge et Crique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F

Abonnements par avion : nous consulter.

Nom
Prénom
Adresse

Formule choisie

Règlement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.
☎ 48 59 00 80